ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1288 - 12 mars 1993 - prix : 9 F

Arlette Laguiller :

"S'IL FAUT PARTAGER, QUE LA BOURGEOISIE COMMENCE !"

Voir éditorial p. 2

M6189 - 1288 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

"S'IL FAUT PARTAGER, QUE LA BOURGEOISIE COMMENCE !"

Mauvaise conjoncture, récession, déflation, reprise étouffée, voire "scénario catastrophe" d'un chômage dont le gouffre, passé le seuil des trois millions de chômeurs officiels, continuerait inexorablement de s'élargir... voilà ce qu'en cette veille d'élections la presse et tout ce que l'économie capitaliste compte de soi-disant responsables ont à nous promettre en guise de perspective. Après les licenciements et le chômage, d'autres licenciements et encore plus de chômage !

Pourtant, à y regarder de plus près, tout ne va pas si mal pour tout le monde. A la Bourse, la cote des actions progresse, y compris et parfois surtout pour les entreprises qui annoncent des pertes et des charrettes de licenciements et suppressions d'emplois. Il n'y a là aucun mystère : supprimer des emplois est pour les actionnaires une promesse de "compétitivité" accrue, comme disent les patrons, et donc de bénéfices et d'actions en hausse !

Pendant des années, le patronat, les gouvernements et en particulier les ministres socialistes nous ont servi ce mensonge imbécile selon lequel licencier serait le meilleur moyen de sauver les emplois futurs en accroissant la "compétitivité" des entreprises. Mais la vérité crève les yeux : licencier, c'est le moyen le plus simple pour le patronat d'accroître ses profits en diminuant la part des salaires, et cette augmentation des profits n'a nullement pour but de réinvestir ensuite pour créer des emplois... le profit a pour but le profit, un point c'est tout.

Alors aujourd'hui, même alors qu'on ne prévoit pas d'augmentation de la production mais au contraire la stagnation voire le recul, les patrons, les bourgeois sont quand même optimistes pour leur portefeuille, et c'est pour eux la seule chose qui compte. Les annonces de licenciements sont pour eux autant d'annonces de profits et ils espèrent tout simplement que leur richesse va continuer à s'accroître comme elle l'a fait depuis des années, même si c'est au prix de l'appauvrissement de tout le reste de la société !

Évidemment, il y a tout de même quelques patrons et hommes politiques qui s'inquiètent pour l'avenir. Oh ! Pas parce qu'ils se demanderaient soudain si ce système démentiel dans lequel le progrès ne sert qu'à enrichir une toute petite minorité et à appauvrir les autres a vraiment un sens ! Mais parce qu'au bout de la dégradation sociale que tout ceci implique, au bout de cet écart croissant entre riches et pauvres, de cette accumulation de richesses à un pôle et de misère à l'autre, ils pressentent un obscur danger qu'ils nomment parfois : celui de "l'explosion sociale".

Et en effet qu'arriverait-il si les travailleurs, la fraction la plus pauvre de la population mais aussi celle qui produit toutes les richesses, se mettaient soudain à ne plus se résigner à voir augmenter le chômage, la pauvreté, le délabrement des banlieues, l'arrogance des patrons, s'ils se mettaient en colère pour de bon ?

La crainte des bourgeois a d'autant plus de raisons d'être qu'ils voient bien que les mensonges sur les sacrifices qu'il faudrait accepter pour que ça aille mieux plus tard sont maintenant trop gros pour passer; les gouvernants socialistes, usés à force de tenir ce genre de discours, ne seront d'ailleurs d'ici quelques semaines même plus là pour les tenir !

Le prochain discours à la mode, c'est donc sans doute celui de la "solidarité" ou du "partage". On nous annonce déjà que des patrons "se mobiliseraient" pour "sauver l'emploi". Comment ? En prenant sur leurs bénéfices ? En sacrifiant leurs richesses accumulées, leurs avoirs en Bourse, en vendant leurs châteaux ? Vous n'y êtes pas... Il s'agirait maintenant d'expliquer aux salariés qu'ils doivent accepter de voir diminuer leur salaire pour éviter des licenciements !

Et voilà les "sauveteurs" de "l'emploi" qui se présentent et qui sont les premiers à l'assassiner. Le "partage", la "solidarité" selon ces gens-là, c'est toujours pour les autres. Les privilégiés, ce seraient les titulaires d'un emploi par rapport à ceux qui n'en ont pas, ceux qui gagnent un salaire un peu décent par rapport aux smicards, ceux qui gagnent le SMIC voire le RMI par rapport à ceux qui ne l'ont pas, mais jamais, au grand jamais les bourgeois, les capitalistes qui amassent des richesses dont ils ne savent même pas quoi faire, même pas les réinvestir pour que cela serve un peu au reste de la société !

Au bout de la résignation que ces gens-là nous prêchent, il n'y a pas d'issue; il n'y a que la poursuite de cette dégradation continue, de ces attaques contre l'emploi, contre les salaires, les conditions de travail et de vie auxquelles on assiste depuis des années sous des prétextes divers, et qui ne s'arrêtera pas parce qu'ils trouveront toujours le moyen de nous dire que nous sommes des "privilégiés" par rapport à quelqu'un d'autre.

La seule issue, c'est justement cette fameuse explosion sociale qu'ils craignent, mais que les travailleurs, eux, doivent souhaiter et préparer.

Oui, s'il faut "partager", que les bourgeois commencent. Qu'ils prennent sur cette invraisemblable accumulation de richesses sur laquelle quelques scandales lèvent parfois un tout petit coin de voile. Mais la seule chose qui pourra les forcer à le faire, ce sera justement la colère, cette explosion de colère du monde du travail que les bourgeois eux-mêmes pressentent parfois confusément.

Voilà ce que les 247 candidats que Lutte Ouvrière présente dans ces élections veulent dire et répéter au cours de cette campagne; non pas pour dire : "Votez pour nous puis rentrez chez vous et résignez-vous jusqu'aux prochaines élections" mais bien pour que les travailleurs puissent dire avec nous :

"Oui, il faut faire payer les riches"

"Oui, il faut que la peur change de camp"

"Oui, il faut partager la richesse de ceux qui depuis des années prêchent les sacrifices toujours pour les autres"

"Oui, nous irons les faire payer, et autrement qu'avec des bulletins de vote" !

Arlette LAGUILLER

Meetings avec Arlette Laguiller

• Paris
JEUDI 11 MARS
20h30, salle de la Mutualité
(24, rue Saint-Victor, 5e • métro : Maubert-Mutualité)

• Cherbourg
VENDREDI 12 MARS
20h30, complexe sportif Chantereyne

• Nantes
SAMEDI 13 MARS
15h30, salle de la Manu, boulevard Stalingrad

• Lille
DIMANCHE 14 MARS
16 h, Maison de l'Education Permanente (MEP) (Place Georges Lyon, près du boulevard J-B Lebas)

• Tours
LUNDI 15 MARS
20h30, salle polyvalente des Halles (place Gaston Pailhou)

• Toulouse
MARDI 16 MARS
20 h 30, salle Jean-Mermoz (piscine municipale • stadium)

• Bordeaux
JEUDI 18 MARS
20 h 30, salle de l'Athénée, place Saint-Christoly

LO

ATTENTION AFFICHES

En temps d'élections, les murs ont la parole, et nombreuses sont les affiches éditées par Lutte Ouvrière qui y apparaissent. Merci à tous ceux qui nous aident à les apposer… et aussi merci de respecter les interdictions d'afficher et les affichages réservés!

Réunions publiques

De nombreuses autres réunions publiques auront bien sûr lieu durant la campagne. Voici celles qu'on nous a communiquées :

• Angers
JEUDI 11 MARS
à 20 h 30, Salle Daviers, boulevard Daviers (avec les candidats P. Lebrun, G. Barrault, D. Lize, M.L. Dupas)

• Nouzonville (Ardennes)
VENDREDI 12 MARS
à 20h, salle de l'Omnia avec J.-Pierre BOURRIAUD, candidat dans la 2e circonscription des Ardennes

• Montpellier
VENDREDI 12 MARS
à 18h 30, Maison pour tous Léo Lagrange de LA PAILLADE, place du Marché avec Maurice CHAYNES candidat dans la 2e circonscription de l'Hérault

• Saint-Etienne
VENDREDI 12 MARS
à 19 h, Maison de quartier de la Métaie, avec Alain Schlick (candidat de la 2e circonscription de la Loire)

• Creil
SAMEDI 13 MARS
à 20h 30, Maison creilloise des loisirs Plateau Rouher, rue de la Maternité avec Roland SZPIRKO ouvrier chez Chausson, Conseiller municipal, Candidat dans la 2e circonscription de l'Oise

• Angoulême
SAMEDI 13 MARS
à 18 h, MJC de la Grande Garenne avec Michel DEBOEUF et Jean-Pierre COURTOIS (candidats de Lutte Ouvrière en Charente)

• Corbeil-Essonnes
SAMEDI 13 MARS
à 20 h 30, Maison des Associations, Parc Chantemerle (avec Yves THORAVAL et les candidats de l'Essonne)

• Compiègne
DIMANCHE 14 MARS
à 17h, Maison des Syndicats, rue Hippolyte Bottier

• Beauvais
LUNDI 15 MARS
à 20 h, salle de l'ancien Rex, rue Notre-Dame du Thil

• Havre
MARDI 16 MARS
à 18 h 30, salle des sociétés savantes avec Jean-Marc VARIN et Martine LEPLANQUOIS (candidats des 6e et 8e circonscriptions de Seine-Maritime)

• Grenoble
MARDI 16 MARS
à 20 h 30, Maison des Associations, rue Berthe de Boissieux

• Montargis
MARDI 16 MARS
à 20 h 30, salle Paul Bert, 40, rue Périer

• Amiens
MERCREDI 17 MARS
à 20h30 Salle Dewailly

• Meaux
MERCREDI 17 MARS
à 20h, salle Jacques Rapin Cité du Mont Thabor avec Georges MILLOT et Patrice ANDRE, candidats dans les 5e et 6e circonscriptions de Seine-et-Marne

• Bourges
MERCREDI 17 MARS
à 20h30, parc Saint-Paul (Hall n°8)

• Château-Thierry
JEUDI 18 MARS
à 20h30 Salle municipale, 8, rue du Château

• Limoges
JEUDI 18 MARS
à 20 h 30, salle annexe Blanqui (derrière la Mairie) avec les candidats de la Haute-Vienne

• Saint-Chamond
JEUDI 18 MARS
à 18 h, salle Louise Michel (ex-Hôtel-Dieu) avec André MOULIN (candidat de la 3e circonscription de la Loire)

• Chelles
JEUDI 18 MARS
à 20h, Salle Albert Caillou 21 rue A. Caillou avec Jacques BEUNECHE et Christiane DUPREY Candidats des 7e et 8e circonscriptions de Seine-et-Marne

• Melun
JEUDI 18 MARS
à 20h, Espace Saint-Jean, Place Saint-Jean avec Daniel LIOUBOWNY, Frédéric CASTELLO et Guy MOUNEY, candidats des 1re, 3e et 9e circonscriptions de Seine-et-Marne

• Alès
JEUDI 18 MARS
à 20h 30, salle du Capitole (Ancien cinéma) place de la Mairie avec Michèle VILLANUEVA et Lucien DEGORGE, candidats dans les 4e et 5e circonscriptions du Gard.

• Saint-Brieuc
JEUDI 18 MARS
à 20h 30, petite Salle de Robien

• Lorient
JEUDI 18 MARS
à 20 h 30 cité Allende

• Herouville-Saint-Clair (Calvados)
JEUDI 18 MARS
à 20 h 30, salle polyvalente de la Grande Delle, avec Daniel DIEUDONNE, candidat dans la 2e circonscription du Calvados

• Fourmies
JEUDI 18 MARS
à 20h, Vestiaire du Théâtre

• Reims
VENDREDI 19 MARS
à 20 h 30, Châtillons, boulevard des Phéniciens avec Philippe GOISET, candidat dans la 2e circonscription de la Marne

Pour entendre les émissions de Lutte Ouvrière :

• **vendredi 12 mars**
Télévision :
France 3 :
vers 18h15
France 2 :
vers 23h50

• **mercredi 17 mars**
Télévision :
France 3 :
à partir de 14h10
France 2 :
après le journal de 20h

• **jeudi 18 mars**
Radio :
France Inter :
après le journal de 20h

• **vendredi 19 mars**
Télévision :
France 3 :
à partir de 18h20
France 2 :
après le journal de 20h
Radio :
France Inter :
après le journal de 20h

Mitterrand à Washington

RENCONTRER CLINTON... POUR DOUBLER GISCARD-CHIRAC

Mitterrand est parti à Washington retrouver le nouveau président américain Bill Clinton. Les deux hommes ne se sont jamais rencontrés. Au menu des conversations, les accords commerciaux du GATT qui piétinent et la Yougoslavie.

La délégation française ne compte pas Roland Dumas qui, en tant que ministre des Affaires étrangères, y aurait eu normalement sa place. En effet, il a souhaité la victoire de Bush aux élections présidentielles américaines. Jack Lang est là, paraît-il, pour parler avec Mme Clinton. On a ajouté Elisabeth Guigou, ministre des Affaires européennes et la secrétaire adjointe de l'Elysée, histoire de montrer qu'en France aussi il y a des jeunes femmes politiciennes.

Bien entendu, Mitterrand compte rappeler à Clinton que, en paroles du moins, l'État français reste le franc-tireur de la Communauté européenne. Il lui répétera donc qu'en matière d'accords commerciaux, il ne fera pas de compromis si les États-Unis n'en font pas de leur côté. Cela fait bien dans le décor même si, au bout du compte, les résultats des accords commerciaux finiront comme toujours par refléter la puissance de l'économie américaine face à l'émiettement des États européens.

Quant à la Yougoslavie, autre sujet au programme, on sait que Clinton est partisan de "solutions novatrices". Ceux qui trouvent lesquelles ont gagné.

Mais, pour Mitterrand, ce voyage, qui apparemment concerne les questions de politique extérieure, a aussi une raison intérieure. Mitterrand prépare déjà la prochaine cohabitation, où il entend bien se réserver, comme il l'a déjà fait entre 1986 et 1988, ce qui relève de la politique extérieure et des intérêts généraux de l'État français dans le monde. En allant rencontrer, à quelques jours de la fin de cette législature, le président du principal État impérialiste de la planète, Mitterrand veut garder une longueur d'avance par rapport à ses adversaires d'ici.

Car d'ici que pendant cette cohabitation n°2 ses adversaires politiques s'empêtrent dans les problèmes intérieurs, tandis que lui fera à l'extérieur ce qu'il juge important, il n'y a peut-être pas loin.

J.F.

Le bilan des gouvernements successifs

Les trusts de la pharmacie, eux, continuent de prospérer

Maous - Gamma

Sécurité sociale, retraites, etc.

ILS N'ONT CESSÉ DE ROGNER SUR LA PROTECTION SOCIALE

□ Présentant le bilan de cinq ans de législature, la publication du Premier ministre *La Lettre de Matignon* explique, à propos de la Sécurité sociale, que *"le système de protection sociale a été consolidé et amélioré afin, à la fois, de mieux soigner au meilleur coût, de maîtriser l'évolution des dépenses de santé et surtout de financer de façon plus équitable la protection sociale."* On croit rêver ! Car, au fil des douze années de présidence Mitterrand, c'est tout le contraire qui est arrivé : la couverture sociale des travailleurs est devenue de plus en plus mince, tandis que le financement en pesait plus lourdement sur les travailleurs et les plus démunis.

Le budget de la Sécurité sociale regroupe les caisses d'assurance maladie, d'assurance vieillesse et d'allocations familiales. Il représente un budget annuel de plus de 1 500 milliards de francs, supérieur à celui de l'Etat. Depuis 1945, ce formidable pactole a servi à développer l'industrie pharmaceutique et a également profité aux laboratoires d'analyses, pharmaciens, aux médecins. Dernier servi : le travailleur salarié.

Si le nombre des actes médicaux n'a guère augmenté, la liste des médicaments prescrits n'a cessé de s'allonger, mais les trusts pharmaceutiques ne s'en sont jamais plaints, puisque c'est une des sources de profits si plantureux que leurs actions semblent imperméables aux hauts et bas de la Bourse. La hausse du chômage, réduisant les ressources de la Sécurité sociale, a aggravé son fameux "trou".

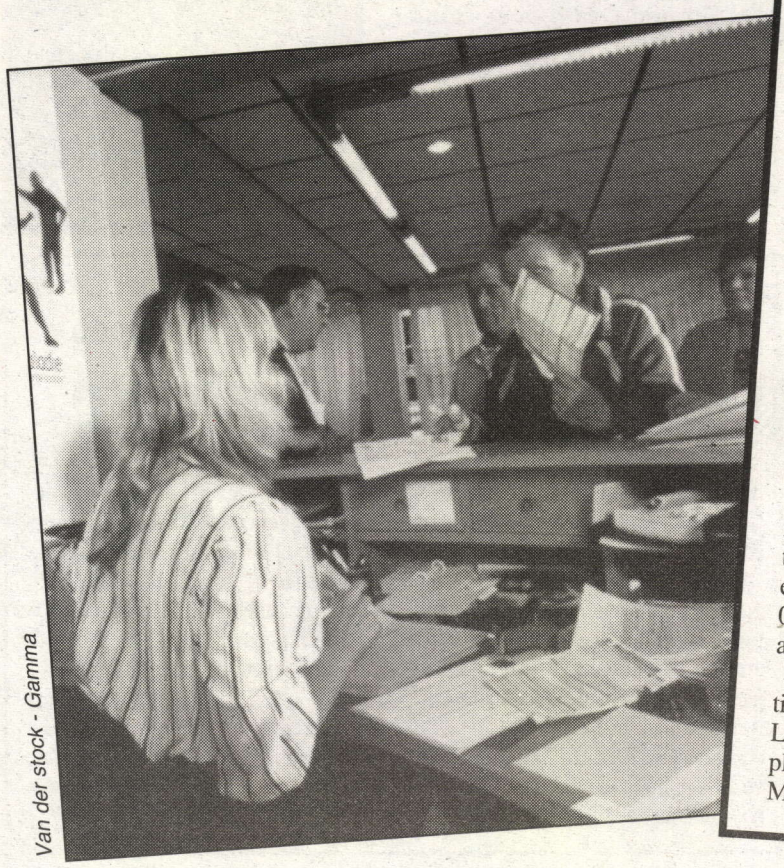
Et comme il ne pouvait être question pour aucun gouvernement de s'attaquer aux profits des grands laboratoires pharmaceutiques, ni de présenter la note aux employeurs, il ne restait plus guère qu'à s'en prendre aux assurés à travers une politique de plans d'"économies" inaugurés en 1977-1978, quand le Premier ministre s'appelait Raymond Barre et le ministre de la Santé Simone Veil, et poursuivi sous Mitterrand et avec sa bénédiction par la gauche, avec ou sans ministres communistes, comme par la droite.

Ces purges pour les salariés ont comporté généralement deux volets : des recettes supplémentaires sous la forme d'augmentation des cotisations et des "économies" basées sur la réduction des soins (voir encadré).

A force de privilégier la compétitivité du patronat et de ses entreprises, la part payée par les patrons a réduit comme peau de chagrin, tandis que celle des salariés ne cessait de grandir. En 1980, le taux de cotisation patronale était de 34,6 %, contre 10,2 % aux travailleurs. En 1993, il est de 30 % contre 13,45 %.

La part de dépenses de santé prise en charge par l'Etat, les collectivités locales et la Sécurité sociale a baissé de 78,8 % en 1980 pour passer à 74 % en 1990. La part payée par les ménages avait progressé dans le même temps de 15,6 % à 18,7 %.

Depuis 1980, l'écart se creuse entre l'usage de la médecine faite par les cadres et celle des ouvriers. Les soins de ville profitent surtout aux plus


Van der stock - Gamma

15 ans de plans d'économies sur le dos des travailleurs

En 1977-78, sous Barre-Veil, hausse des cotisations d'assurance maladie, déplafonnement de celles d'assurance maladie des salariés, remboursement à 40 % au lieu de 70 % des médicaments dits "de confort".

En 1979 : Plan Barrot : cotisation salariale d'assurance maladie augmentée de 1 % (ce point sera supprimé à la veille des élections présidentielles de 1981 et... rétabli par le gouvernement de Pierre Mauroy), une cotisation d'assurance maladie est créée pour les retraités, budget des hôpitaux publics bloqué.

Novembre 1981 : Plan Questiaux : relèvement d'un point du taux de cotisation d'assurance maladie des salariés (recette : 14 milliards).

Novembre 1982 : Plan Bérégovoy, qui est alors secondé par le ministre du PCF Ralite. Création d'une contribution de 1 % sur le revenu des personnes pour le financement des régimes de Sécurité sociale. Cette mesure, prévue initialement pour un an, sera en partie reconduite l'année suivante. Les préretraités dont la pension est supérieure au SMIC sont dorénavant assujettis à la cotisation de maladie au taux de 5,5 %. A défaut de taxer les bénéfices des entreprises pharmaceutiques, le gouvernement se contente des gros budgets publicitaires. Création d'un forfait hospitalier journalier de 20 F (merci Ralite !) payé par tous les malades hospitalisés. 1258 spécialités remboursables antérieurement à 70 % passent à 40 %.

Mars 1983 : Le plan d'économies Bérégovoy reporte un projet d'amélioration du remboursement des appareils d'orthopédie faciale et de la lunetterie.

Juin 1985 : Georgina Dufoix ajoute 379 spécialités à la liste de celles dont le remboursement est passé de 70 % à 40 %.

Juillet 1986 : La droite est revenue au gouvernement avec Chirac à sa tête. Les Affaires sociales sont le domaine de Philippe Seguin et la Santé celui de Michèle Barzach. La droite reprend la politique de la gauche : la contribution sur les revenus créée en 1983 et supprimée en 1985 est rétablie pour un an au taux de 0,4 %. La cotisation vieillesse des salariés est augmentée de 0,7 %

Décembre 1986 : Seguin s'attaque aux patients en longue maladie remboursés à 100 %. Les médicaments dits de confort ne peuvent plus donner lieu à un remboursement à 100 %. Même si Seguin fait partiellement machine arrière, 10 milliards auraient été pris dans la poche des malades.

Mai 1987 : Les cotisations d'assurance maladie des salariés sont à nouveau augmentées de 0,4 % pour une période d'un an et les cotisations vieillesse de 0,2 %. La cotisation maladie est désormais de 5,9 % et la cotisation vieillesse de 6,6 %. Cette hausse "exceptionnelle" devient définitive en 1988. Le prélèvement de 0,4 % sur les revenus, que Balladur avait promis de supprimer, est reconduit (recettes : 5 milliards), tandis qu'un prélèvement de 1 % sur les revenus du capital financier et immobilier ne rapporte qu'un milliard.

Septembre 1988 : la gauche revient aux affaires et supprime le plan Seguin de décembre 1986. Le 100 % est rétabli pour les maladies de longue durée.

Décembre 1989 et 1990 : Rocard est Premier ministre. Aux Affaires sociales, Claude Evin limite le remboursement des préparations pharmaceutiques. En mars 1991, Evin parle de ne plus rembourser les médicaments dont l'efficacité n'est pas avérée. Les fortifiants passent à la trappe.

En mars 1987 s'étaient tenus des Etats Généraux de la Sécurité sociale et des "sages" (!) avaient proposé, entre autres, la création d'un prélèvement de nature fiscale proportionnel et applicable à tous les revenus. La gauche revenue aux affaires reprend l'idée et Rocard lance en 1990 la CSG, la contribution sociale généralisée, un impôt nouveau égal aujourd'hui à 1,1 % sur 95 % du salaire brut, sur laquelle on paye des impôts.

Juin 1991 : Edith Cresson et Bianco remplacent Rocard et Evin. Le déficit cumulé de la Sécurité sociale est de 32 milliards de francs. Bianco augmente les cotisations d'assurance maladie des salariés de 0,9 % au 1er juillet 1991. Le taux est désormais de 6,8 %. Le forfait hospitalier passe de 35 à 50 F. Les médicaments à base d'oligo-éléments et de magnésium ne sont plus remboursés. Par contre, il laisse le choix aux laboratoires pharmaceutiques de gérer eux-mêmes les économies. A eux de choisir s'ils jouent la baisse des prix ou le déremboursement de certaines spécialités. Une fois de plus, le gouvernement de gauche est plus coulant avec les patrons qu'avec les malades hospitalisés.

J.F.

Le bilan des gouvernements successifs (suite)

instruits et aux plus fortunés, au point qu'un quartier bourgeois de Paris comme le VIIIe arrondissement ne compte aucun médecin conventionné. Le poids du ticket modérateur, la partie non remboursée, étant passé de 17 à 25 %, dissuade les revenus modestes d'accéder à certains soins.

Depuis quelques semaines, douze ans après avoir accordé la retraite à 60 ans, c'est la retraite qui est dans la ligne de mire du gouvernement. La durée de cotisation pourrait passer de 37,5 ans à 40 ans. En même temps qu'à gauche comme à droite on parle d'introduire le monde de la finance dans le système de retraite.

Maintenant qu'on est en pleine campagne électorale, tous ont redit qu'ils étaient pour la retraite à 60 ans. Mais entre ce qu'ils disent avant d'être élus et ce qu'ils font, il y a une différence que montre bien la façon dont la protection sociale a été rognée dans ce pays au fil des ans, au détriment des plus pauvres et au profit des plus riches. Et Bérégovoy n'aura fait que préparer le terrain aux prochaines attaques contre la protection sociale, que lui ou plus probablement d'autres mèneront dans la prochaine législature. Aux travailleurs d'y mettre le holà.

Jacques FONTENOY

Pour les retraités, c'est de plus en plus difficile.

Apesteguy - Gamma

La crise n'est pas pour tout le monde

L'INSEE, l'institut national de statistique, est en train de réviser à la baisse ses prévisions concernant l'activité économique en 1993. Les prévisions faites il y a 6 mois envisageaient une croissance de 2,6 % de l'économie française Mais après la récession du dernier trimestre 1992 (- 0,3 % pour l'ensemble du PIB), l'INSEE annonce une croissance nulle pour le premier semestre 1993 et 0,5 à 1 % de croissance pour l'ensemble de l'année 1993. Et l'ensemble de la CEE serait logée à la même enseigne.

Du coup, on nous prédit par la même occasion une augmentation du chômage, comme si une croissance nulle ou faible devait entraîner automatiquement des suppressions d'emplois ! Non, bien sûr… mais le patronat a bien l'intention de profiter du rapport de force en sa faveur pour licencier encore et diminuer ainsi ses coûts pour augmenter ses profits. C'est d'ailleurs ce qu'il fait depuis le début de la crise. L'an dernier, par exemple, l'emploi a diminué en France de 0,8 % (180 000 emplois en moins) alors que le PIB total a tout de même augmenté de 1,8 %. On produit un petit peu plus avec moins de travailleurs.

Les bénéfices des entreprises ne se portent donc pas si mal en moyenne. Et si les gains de la propriété et du capital *"subissent un coup de frein"* comme dit *Le Monde*, ils n'en ont pas moins grossi encore de 7,4 % en1992 - contre 15 % de hausse en 1991, il est vrai ! Cela explique que les prévisions pessimistes de l'INSEE quant à la relance de la production ne nuisent pas à l'euphorie de la Bourse, qui voit les profits grossir malgré la crise. Depuis le début février, le cours des actions à la Bourse de Paris a augmenté de 13 %, ce qui n'est pas si mal !

Les salaires sont loin d'avoir suivi la même évolution, et pour cause : c'est à cause des pressions de plus en plus fortes sur les coûts salariaux que les actionnaires peuvent continuer à s'enrichir. Les autres places boursières ne se portent pas mal non plus. A Londres par exemple, le cours des actions a progressé de 23 % ces six derniers mois.

Alors, de l'argent, il y en a. Il s'accumule à un pôle et les riches bourgeois ne se sentent pas menacés dans leurs profits par la stagnation économique, tant qu'ils réussissent à faire payer les travailleurs.

Dominique CHABLIS

A la Bourse ça va bien, merci !

Quidu - Gamma

AFP

Bull vient d'annoncer un déficit record pour 1992 : 4,7 milliards. Mais un peu plus de la moitié de ce déficit n'est autre que l'argent mis de côté pour financer la suppression de 3 000 postes, dont 1000 en France, en 1993. En fait, tous les commentateurs reconnaissent que l'entreprise fait davantage d'argent que les années précédentes. Ce n'est d'ailleurs pas très étonnant car, au fil des années, Bull a supprimé des emplois à un rythme sans commune mesure avec la baisse du chiffre d'affaires.

C'est ainsi que, si le chiffre d'affaires par employé était de 692 000 F en 1988, il était en 1992 de 858 000 F. Entre-temps le groupe a supprimé plus de 10 000 emplois et est passé de 45 600 personnes à 35 200.

D'ailleurs les actionnaires, eux, ne s'y trompent pas. Et ce n'est pas parce que Bull annonce de mauvais résultats, encore cette année, que les actionnaires cherchent à se débarrasser de leurs actions. Non, le cours de l'action Bull se maintient fort bien !

Autre grosse catastrophe : la Compagnie de Suez a perdu 1,9 milliard de francs en 1992 ! Là aussi, c'est parce que la compagnie a fait de grosses provisions : 4,2 milliards pour éponger les risques liés à la spéculation immobilière, un peu trop effrénée, de ces dernières années. Et puis, depuis cinq ans, on peut dire que Suez a engrangé des profits : 2,7 milliards en 1988, 4,1 en 1989, 3,7 en 1990, 3,8 en 1991, cela fait plus de 10 milliards. Suez n'est pas encore sur la paille et ses actionnaires non plus puisque, malgré la perte "catastrophique" de 1992, le niveau des dividendes versés aux actionnaires sera le même que l'an dernier.

Les actionnaires ne se sont pas trop inquiétés donc, et le cours de l'action monte depuis l'annonce des pertes (!). Il est question d'une OPA, c'est-à-dire d'une tentative de prise de contrôle de Suez. Mais le journal *Les Echos* rapporte aussi cette explication des analystes financiers : *"Plus la perte est grosse, et plus l'horizon semble dégagé, et plus l'action réagit favorablement" !*

Bref, du côté des actionnaires, personne ne craint d'avoir à pâtir des prétendus mauvais résultats de l'entreprise : ils ne risquent pas leur emploi ni même leur fortune, alors que ces mauvais résultats vont sans doute être un nouveau prétexte pour réclamer des sacrifices supplémentaires aux salariés du groupe.

C'est dire que, lorsque les bourgeois demandent aux travailleurs des sacrifices, il faudrait exiger de voir leurs comptes, y compris leurs comptes privés. De l'argent accumulé, on en trouverait pour supporter les pertes tout en préservant les salaires et les emplois, plutôt que les dividendes des actionnaires.

Garretta et Mérieux ne logeront pas au même endroit

PRISON POUR L'UN, CHAMBRE DES DÉPUTÉS POUR L'AUTRE

Othionel/Gamma

Alain Mérieux devant le Conseil régional

La cour d'appel vient de rejeter la demande de mise en liberté de Michel Garretta, qui doit être rejugé dans quelques semaines. Bien qu'il ait été condamné au maximum de la peine requise contre lui lors de son premier procès, le Parquet a pourtant fait appel du jugement, sans doute pour tenir compte de l'opinion publique qui trouvait sa condamnation à quatre ans de prison trop modérée. Et c'est d'ailleurs parce que l'opinion publique "ne comprendrait pas" la mise en liberté – en attendant le second procès – de Garretta, que ce dernier est maintenu en détention.

Même si la justice cherche de toute évidence à accabler un bouc émissaire, on ne saurait trop plaindre Garretta, qui a envoyé à la mort des dizaines, sinon des centaines de personnes.

Garretta pourra profiter de ses loisirs pour méditer sur le brillant avenir qui s'annonce, peut-être, pour Alain Mérieux, le directeur de l'institut du même nom. Cet institut avait lui aussi vendu du sang contaminé, et même au-delà de la date où les autorités avaient informé du danger.

L'institut Mérieux avait, il est vrai, vendu ses produits sanguins à l'étranger, et les victimes étrangères ont fait infiniment moins de bruit que les victimes françaises. Il y a eu quelques plaintes, toutefois.

Malgré cela, Alain Mérieux est vice-président de Conseil régional, et candidat RPR dans le Rhône. Et le 29 mars il sera peut-être député. Il aura alors la même immunité que d'autres parlementaires, comme Fabius, Hervé et Dufoix. Cela peut toujours servir.

Quoique, on ne sait jamais : il peut arriver qu'on passe d'une chambre dans une autre...

A.V.

AFP

Herzog, au temps où il était tête de liste du PCF aux élections européennes, entre Marchais et Roland Leroy.

AU CENTRE VRAIMENT

Invité par son ami Charles Fiterman à un dîner-débat de campagne électorale dans la Loire, le communiste "refondateur" Philippe Herzog, ancienne tête de liste du PCF aux élections européennes, s'est déclaré *"prêt à faire un bout de chemin avec des centristes et des RPR"*.

Lui qui était il y a peu le grand économiste du PCF ne pouvait pas ne pas aborder les questions économiques et sociales : il trouve désormais regrettable, a-t-il déclaré, *"la tradition de diabolisation des chefs d'entreprise qui existe à gauche"*.

Chacun sait en effet que les chefs d'entreprise sont en fait des anges, qui peuplent notamment les paradis fiscaux. Et avec ça c'est la classe ouvrière qui devrait devenir endiablée...

UN PEU TROP VERTS, MAIS DÉJÀ VÉREUX

Pour flirter avec la droite après avoir, lors des législatures précédentes, goûté à la sauce socialiste, les écologistes en feraient-ils trop ?

Mercredi 3 mars en tout cas, au "Forum national sur le partage du travail" à Rennes, où péroraient le porte-parole des Verts Yves Cochet, et son économiste Alain Lipietz, il a fallu que ce soit le représentant des cadres, Paul Marchelli, et un représentant du patronat, Marc Gazan, secrétaire du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise, qui critiquent la nouvelle tarte à la crème des écologistes (et de certains socialistes) : la réduction du temps de travail avec réduction correspondante du salaire.

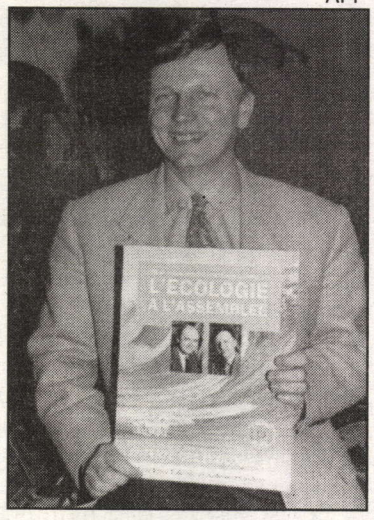
Il est vrai que l'indignation du premier était surtout due au fait qu'il craignait la mesure impopulaire pour ses chers cadres, et le scepticisme du second à son refus de voir toute nouvelle règle, quelle qu'elle soit, imposée aux patrons.

Politicien plus mûr, le notable UDF Pierre Méhaignerie, venu lui aussi assister au rendez-vous écologiste de Rennes, voyait la difficulté du projet des Verts dans le fait que *"L'État n'a pas la capacité de résister au corporatisme"* (traduisez : aux luttes sociales).

Eh oui, si les travailleurs ne se laissaient pas faire ! Les Lalonde, Cochet, Lipietz et consorts avaient oublié d'y penser.

O.B.

AFP



A propos de la journée internationale des femmes

EN FRANCE PAS DE QUOI SE VANTER !

La journée des femmes a été l'occasion de rappeler que la France est lanterne rouge, avec la Grèce, des pays de la CEE pour la représentation des femmes au Parlement !

A droite comme à gauche, elles n'ont droit qu'à la portion congrue. Il paraît que cela ne va pas s'améliorer à l'issue des prochaines élections : il n'y a que 19 % de femmes présentées comme candidates et, comme elles sont d'autant mieux représentées qu'elles ont peu de chances d'être élues, il y aura une proportion bien plus faible de parlementaires femmes.

A Lutte Ouvrière, notre porte-parole est une femme et le tiers de nos candidats sont des candidates... Dommage que cela ait peu de chances d'influer sur la composition de la prochaine Assemblée !

PETIT BOULOT POUR UN FUTUR EX-DÉPUTÉ

Roger Léron est député PS de la Drôme, *"solide, sympa, séduisant"* d'après Claude Sarraute qui a consacré un des billets qu'elle écrit dans *Le Monde* à raconter une journée de la campagne électorale de ce parlementaire.

Evidemment, comme tant d'autres élus du PS, Roger Léron risque de perdre son siège les 21 et 28 mars. Question de Claude Sarraute : *"Qu'est-ce qui vous restera pour vivre ?"* Réponse : *"Mon salaire de conseiller régional, 15 000 F par mois. Celui d'adjoint au maire, je n'y touche pas, je le reverse à la caisse des élus"*.

Nouvelle question : *"Faudrait songer à chercher du travail, non ?"*. Réponse ironique de R. Léron *"(...) Je pourrais peut-être faire concierge au Palais-Bourbon !"*

Un petit boulot, en quelque sorte. Mais, ironie ou pas, ni la journaliste ni le député – de gauche tous deux – n'ont l'air d'envisager qu'on puisse se contenter de 15 000 F par mois pour vivre.

Ils ne sont pas exactement sur la même planète que tous ceux qui galèrent pour trouver des boulots, même petits, pour assurer leur existence !

LES MARINS-PÊCHEURS DANS LES FILETS DU CAPITALISME

AFP

Le saccage du pavillon de la marée à Rungis le 23 février.

Les pêcheurs ne décolèrent pas. Au fil des jours ils ont multiplié les manifestations. Ainsi, dans la nuit du lundi au mardi 9 mars, ils se sont attaqués aux halles régionales de Nantes et ont mis le feu à un important entrepôt frigorifique de la ville. Le même jour, une cinquantaine d'entre eux déversaient quelques centaines de kilos de poisson devant la mairie d'Arcachon dont le maire est, paraît-il, le spécialiste de la pêche du RPR...

On la comprend, cette colère ! Même si elles font la démonstration qu'en étant déterminé, on se fait entendre, les mesures annoncées par le gouvernement ne sont qu'un bien maigre palliatif à une situation dramatique. De plus, on sait ce que valent les promesses... surtout en période électorale, de surcroît quand elles viennent d'un gouvernement et d'une majorité qui se savent en sursis !

Les pêcheurs se défendent. La sympathie des milieux populaires leur est acquise, même si des reproches s'entendent ici ou là : *"Pourquoi gâcher ainsi des aliments, et pourquoi cette violence ?"*

Mais d'où vient la violence ? Il est sans doute choquant de détruire de la nourriture. Mais qui est responsable de la perte du travail des pêcheurs, sinon ceux qui s'enrichissent de leur travail, les intermédiaires, gros et moyens, qui font que ceux qui triment sur les bateaux le font quasiment pour rien, quand ce n'est pas pour moins que rien. Et cela, alors qu'une bonne partie des consommateurs potentiels ne peuvent se payer un poisson qui a renchéri notablement en voyageant depuis le mareyeur jusqu'au poissonnier ou au restaurateur, en passant par le grossiste local dans les ports. Les chiffres sont là, que les marins et leurs comités de défense ont rappelés : le prix du poisson que l'on paye aux marins a baissé de 80 %, alors qu'il ne coûte que 20 % de moins pour le consommateur.

Quant à la violence, elle n'est que la réponse à une violence bien plus importante et, celle-là, injuste : la violence d'un système qui voue à la misère ceux qui vivent de leur travail, tandis que d'autres, qui profitent de ce travail, s'enrichissent. Et ce qui se passe avec les pêcheurs n'est qu'un aspect, pas le plus important certes mais bien significatif de la façon dont cette société est organisée, désorganisée devrait-on dire.

Les pêcheurs se battent le dos au mur, avec leurs moyens, et ils se sont fait entendre ; pas au point d'avoir obtenu gain de cause, certes, mais au moins ils ont fait connaître leurs difficultés. Ce dont les "responsables" se moquent bien, tant que cela ne se transforme pas en colère active. Et c'est cela qui a suscité un commencement d'inquiétude du côté de ceux qui s'engraissent de leur travail comme du côté des autorités.

Les marins-pêcheurs ne sont que quelques milliers en France. Imaginons les effets de la colère collective des millions de travailleurs de la classe ouvrière, qui ont autant de raisons de se révolter que les pêcheurs...

Jean-Pierre VIAL

(GAMMA/BUU)

Le centre des écoutes officielles, à Paris.

L'ÉTAT À L'ÉCOUTE DU CITOYEN

Libération l'a révélé le 4 mars : le journaliste Edwy Plenel du *Monde* a été mis sur écoute téléphonique, en 1985-86, par la "cellule élyséenne" dirigée à l'époque par le colonel Prouteau. Cette "cellule" (qui n'existe plus aujourd'hui) avait commencé par forger de toutes pièces la rocambolesque affaire des "Irlandais de Vincennes". Il s'agissait alors de montrer que les gendarmes de l'Élysée étaient capables, contrairement aux autres forces de sécurité, de lutter efficacement contre les terroristes... quitte à en inventer.

C'est *Le Monde* qui révéla le scandale, et c'est dans ce cadre qu'Edwy Plenel fut écouté. Les écoutes étaient connues, mais pas prouvées. Mais cette fois les preuves sont arrivées.

Ce n'est évidemment pas la première fois qu'une telle affaire d'écoutes éclate. D'ailleurs, combien de fois des ministres de l'Intérieur n'ont-ils pas déclaré qu'à partir de maintenant c'en serait fini des écoutes illégales ? De toute manière les écoutes "légales" sont parfaitement admises : officiellement les services d'écoute peuvent surveiller 1080 lignes en même temps, et il y en a paraît-il 20 réservées à la présidence de la République.

On peut écouter n'importe qui, et pour des motifs aussi vagues que la défense de la "sécurité nationale" par exemple. Mais il faut que cela soit "légal". Et dans cette affaire, cela ne l'était pas !

Les services de l'Élysée prétendent aujourd'hui, contre l'évidence, qu'il s'agissait d'écoutes sauvages, dues par exemple au capitaine Barril (qui s'est déjà vu condamner dans l'affaire des Irlandais de Vincennes), et contre la volonté de son supérieur, le colonel Prouteau qui, lui, a été relaxé au cours d'un procès tout aussi rocambolesque que l'affaire elle-même, et est ensuite devenu préfet grâce à l'appui de Mitterrand !

Un autre des responsables vraisemblables de l'écoute d'Edwy Plenel serait Gilles Ménage, qui a également fait du chemin, puisqu'il est aujourd'hui le PDG d'EDF, où il s'occupe des câbles électriques au lieu des fils du téléphone.

Aux USA, une affaire d'écoutes clandestines, celle du Watergate, avait fait tomber Nixon. Il est vrai qu'une grande partie de la classe politique américaine voulait "avoir sa peau". Rien de tel en France. Ce scandale, comme le précédent des "plombiers du *Canard Enchaîné*", ne fait guère de bruit. La droite, qui envisage bien entendu de continuer les écoutes après les élections, reste donc relativement discrète sur cette affaire.

Le Monde lui-même constate sur un ton désabusé *"le cynisme tranquille de l'opinion et des responsables politiques"*. Mais il n'est tout de même pas assez naïf pour avoir ignoré jusqu'à ce jour que les écoutes illégales continuaient. Un scandale qui, comme bien d'autres dus au gouvernement socialiste, n'était semble-t-il que péché véniel tant que le crime de lèse-majesté à l'égard d'un journaliste du *Monde* lui-même n'était pas commis !

Bah, comme pour les autres, le prochain ministre de l'Intérieur fera sans doute une déclaration très ferme sur le respect du droit et de la morale, et on continuera comme par le passé à écouter... tout le monde !

André VICTOR

LA CAMPAGNE DE LUTTE OUVRIÈRE

LO

Un candidat de LO dans la région parisienne

La campagne de Lutte Ouvrière est une campagne militante. Nos candidats ne sont pas des notables. Ils travaillent pour gagner leur vie, comme tout un chacun, comme une partie de la population laborieuse de ce pays – sauf les retraités ou les préretraités, ou les chômeurs ! Mais ils ont tous travaillé et sont tous issus du même milieu.

Ils font simplement la campagne, en plus de leurs activités habituelles. Ils veulent dire l'écœurement du monde du travail devant le cynisme et l'arrogance du grand patronat et des possédants. Ils veulent dénoncer tous les plans de licenciements qui se succèdent pour rassurer les actionnaires et attester la volonté des grandes entreprises de gérer leurs coûts salariaux au plus juste. Les possédants — les gros — mettent tout en œuvre pour maintenir et accroître leurs profits, en cette période où la production stagne, et ils le font au détriment des revenus de la classe ouvrière.

Les travailleurs ont été trompés par leurs ennemis de classe et leurs faux amis, par les politiciens de droite et ceux de gauche. Pendant des années, ils ont subi des discours moralisants et démoralisants de tous ces compères en hypocrisie. On leur a dit que les entreprises traversaient une mauvaise passe et qu'il fallait les aider à passer le cap en acceptant tout, le blocage des salaires et les emplois précaires. On leur a dit, que, quand cela irait mieux, les entreprises embaucheraient et qu'en attendant, ils devaient accepter de voir les retenues sociales augmenter d'année en année, tandis que les services diminuaient. Tout ça, c'était pour permettre aux entreprises de refaire leur trésorerie soi-disant défaillante et de réembaucher à terme...

Le terme, il est là : trois millions de chômeurs officiels, cinq millions si l'on compte tous ceux qui échappent aux statistiques. Et des entreprise qui se portent fort bien, qui publient à l'intention de leurs actionnaires, présents et futurs, des bilans triomphalistes ! Des entreprises qui "bouffent" les autres, qui rachètent de gré ou de force les plus petites, qui imposent leur loi sur le marché européen sinon mondial.

Et pour les salariés, la série noire continue. Avec des mines de jésuites, tous les financiers et les hommes politiques à leur service annoncent que l'année à venir sera dure, que la France va connaître la récession, qu'il faudra faire de nouveaux sacrifices et accepter le partage du travail et des salaires.

Eh bien, non ! Les candidats de Lutte Ouvrière disent non ! Plus de sacrifices à sens unique ! Les travailleurs ont trop accepté. Maintenant, c'est aux patrons de payer, aux riches de payer, à tous ceux qui se sont enrichis durant ces terribles années avec l'argent de l'exploitation et de la spéculation ; à tous ceux qui vivent dans le luxe et qui dépensent en un repas ce que gagne un travailleur en un mois.

Car il y en a des gens riches, des gens qui se sont enrichis dans la crise, par la crise. Bien sûr, il y a des petits patrons, des artisans, des paysans qui vivent au bord de la faillite, qui sont surendettés et qui ne doivent de survivre — pour combien de temps ? – qu'au prix d'un travail journalier considérable. Mais, dans la logique capitaliste où ils ont fini par entrer, ils sont déjà perdants. Alors que les plus gros raflent la mise.

Oui, nous les travailleurs, nous devons dire : "C'est fini, aux possédants de payer leur propre crise !" Ne nous laissons paralyser ni par la peur du chômage, ni par les illusions électoralistes. Les bourgeois peuvent et doivent payer, ils ne doivent plus toucher à la part des salariés.

Bien sûr, les élections ne permettent pas de faire reculer l'arrogance patronale. Seul un coup de colère, comme en Juin 36 ou en Mai 68, pourrait ébranler la tranquillité de ces patrons sans mémoire et sans imagination. Mais leur comportement est d'une telle provocation qu'ils finiront pas faire se lever des tempêtes auxquelles – niaisement – ils ne croient plus.

Les candidats de Lutte Ouvrière se présentent pour dire : il faut faire payer les riches. Disons-le avec les bulletins de vote. Et puis, faisons-le, tous ensemble, avec nos armes de classe. Notre sort en dépend.

LO

Distribution de tracts chez Massey-Fergusson à Beauvais.

Dans cette soi-disant grande démocratie surveillée par le PS, les partis et formations politiques auraient donc chance égale aux élections. A vos marques, prêts, partez, et que le meilleur gagne !

En réalité, une prime, une super-prime, une énorme super-prime est donnée aux partis en place.

La campagne électorale a débuté, officiellement, le 1er mars. Mais les médias — puisque aujourd'hui l'énorme majorité des "messages" passent par eux – ont depuis longtemps choisi de donner une *Heure de vérité* par-ci, un *Sept sur Sept* par-là, un *Grand jury RTL-Le Monde* par ailleurs, une "audience politique", sans parler de la *Marche du siècle*, à des petits nouveaux de la politique, genre Giscard d'Estaing, Chirac, Le Pen, Les Verts/Ecologie, Barre, etc. Il paraît que ce sont des valeurs sûres – qui maintiennent le taux d'écoute et qui passionnent les téléspectateurs !

Sans parler évidemment des actualités télévisées qui accompagnent généralement les candidats Rocard, Kouchner, Chirac, etc., mais qui se posent des problèmes déontologiques dès qu'il s'agit d'un "petit candidat"... car ils ne veulent pas être accusés de favoriser quiconque !

Quant à la campagne officielle, parlons-en ! Les petites formations, n'ayant pas de groupe parlementaire, ne disposent que de sept minutes sur les antennes publiques FRANCE 2

LO

Un candidat de LO sur le marché de Saint-Brieuc (Côtes d'Armor).

Souscription pour les législatives

AIDEZ-NOUS !

Nous en sommes à 264 733 F. correspondant au soutien de 2 047 personnes. Cela ne représente encore qu'une toute petite partie de tous ceux qui, à l'usine, au bureau, dans la famille, les amis, les voisins, sympathisent avec nous au point de nous aider financièrement.

Nous savons que les listes circulent, que les sommes s'arrondissent et s'alourdissent. Mais nous sommes très loin du compte et nous demandons à tous nos amis d'accélérer leur effort.

Rappelons à nos camarades et amis, à nos lecteurs, sympathisants et à tous ceux qui peuvent être entraînés par nos idées, qu'une campagne électorale coûte cher, que l'impression, le tirage, l'acheminement des bulletins de vote et des professions de foi est entièrement à notre charge, que ces frais ne nous seront remboursés que si nous atteignons ou dépassons 5 % des votants, ce qui, compte tenu de nos résultats passés, nous paraît un objectif encore très éloigné de nos possibilités...

Nous sommes une petite organisation, militant essentiellement sur le terrain de la classe ouvrière. A ce titre, nous ne pouvons compter sur aucun sponsor, aucun mécène.

L'État a bien parlé de financer les partis politiques afin de soi-disant "assainir" les mœurs politiques. Mais cette opération, qui consiste à faire payer par **tous** les contribuables un financement des partis, ne démarrera que sur les résultats des élections de 1993 et sera liée au nombre de voix recueilli par chaque formation.

Autant dire que la part du lion ira aux grands partis en place, la portion congrue aux autres ; à condition de respecter des conditions qu'aujourd'hui personne ne connaît exactement.

Autant dire que pour cette campagne nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, nous-mêmes et le soutien de tous nos amis, sympathisants et lecteurs.

Voilà pourquoi nous avons besoin d'aide, de soutien et d'encouragement !

Il est évidemment possible d'envoyer directement au journal une participation à la souscription. Le chèque doit être libellé à l'ordre de Lutte Ouvrière et renvoyé à :

LUTTE OUVRIERE
BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18
(Virement CCP : à l'ordre de Lutte Ouvrière - CCP 3117586 W - LA SOURCE)

LO

ARC

et FRANCE 3 pour faire entendre leur point de vue. Mais, attention, ces sept minutes sont découpées en 4 séquences ! Il s'agit, prétendent les organisateurs, de ne pas lasser le téléspectateur. Le malheureux ne pourrait supporter plus d'une minute à la fois.

En conséquence, les sept minutes sont découpées en une fois quatre minutes 30 secondes (une concession inouïe), deux fois une minute et une apparition expresse de 30 secondes, le dernier vendredi précédant le scrutin. Le téléspectateur moyen ne sera donc pas trop importuné par les contraintes de son devoir civique. Il pourra continuer à regarder les jeux que lui fournissent simultanément FRANCE 2 et FRANCE 3, et qui rapportent le plus gros des annonces publicitaires aux chaînes dites publiques, car il n'est pas question que la campagne électorale empiète sur cela et mette en concurrence élection et distraction.

La campagne officielle sera donc diffusée soit après le journal de 13 heures, soit après le journal de 22 h 30, soit plus tard encore (se référer à son magazine habituel de télévision).

Pendant ce temps-là, les grands partis occupent, en pointillé, les ondes. En pointillé parce qu'eux aussi vont jouer de la "découpe" pour ne pas lasser le pauvre téléspectateur harassé. Mais, au total, ils vont disposer d'un confortable temps d'écoute agréablement réparti. C'est ainsi que le PS, qui dispose à lui tout seul de plus d'une heure d'antenne, passera tous les jours, parfois trois fois par jour.

La majorité parlementaire dispose du même temps d'antenne que l'opposition parlementaire et, la répartition entre les groupes se faisant au prorata des députés élus ou apparentés, c'est – comment s'en étonner ? – le PS qui dispose de plus de temps. Il consent à laisser environ 15 minutes au PC qui lui a rendu tant de services, mais pas plus. Entre le RPR et l'UDF, le partage est plus serré, mais chacun d'entre eux apparaîtra moins souvent que le seul PS.

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) est là pour faire respecter la loi. Il y a quelque chose de profondément hypocrite et dérisoire dans ce partage pointilleux qui se veut démocratique et ne respecte que les rapports de force parlementaires.

Au fond, c'est très révélateur du mode de fonctionnement dit démocratique. Les places sont occupées et bien occupées. Les culs sont lourds et bien assis. Les variations de l'opinion, s'il y en a, mettront des décennies à parvenir jusqu'aux légistes.

Pour les militants révolutionnaires que nous sommes, il y a matière à rire et à brocarder. Leur prétendue légalité, chronomètre au poing, qu'ils la gardent. Elle ne tient compte ni de l'opinion réelle, ni des tempêtes possibles, elle appartient au monde figé des pouvoirs en place. Elle ne vaut pas mieux. Elle sera balayée avec.

SNCF

AVEC SOCRATE CE N'EST TOUJOURS PAS LA SÉRÉNITÉ

On ne peut pas dire que dans les guichets SNCF les choses s'améliorent. Le nouveau système informatique de vente des billets et réservations, SOCRATE, fonctionne toujours aussi mal. La SNCF se refuse à prendre des dispositions en matière d'effectifs et de réduction du temps de travail pour les cheminots, malgré les actions qui continuent sous une forme ou sous une autre.

En effet les premières victimes sont ceux qui travaillent derrière les guichets, avec ce système, depuis près de deux mois à présent, sans avoir réellement les moyens de faire face à des files d'attente de plus en plus denses et au mécontentement des voyageurs. Depuis la grève de deux jours, en février, à Paris-Montparnasse, nous avions été appelés à reprendre le travail pour préparer une grève plus large, sur toute la région parisienne, la CFDT ayant déposé un préavis de grève pour le 26 février.

Entre-temps était lancé, par des cheminots et rapidement repris par les syndicats, un appel à faire la "grève de la réservation". Il s'agit de ne délivrer que des billets sans réservation. Ce qui théoriquement simplifie chaque transaction, sans trop pénaliser le voyageur. Après les gares parisiennes de Saint-Lazare, Montparnasse, Gare de Lyon, cette forme d'action s'est étendue.

Dans ces gares, des assemblées générales quasi quotidiennes se sont succédé, donnant lieu à des débrayages d'une heure. A Montparnasse, par exemple, nous nous sommes retrouvés souvent entre 40 et 60. Ce qui démontre une volonté de faire quelque chose et de lutter. Les revendications se sont davantage unifiées : réduction du temps de travail de deux heures, 1000 F pour tous pendant la mise en service du système, des effectifs supplémentaires, amélioration des postes de travail.

Pourtant ce qui manque le plus c'est une organisation qui fasse le lien entre les cheminots concernés. Il manque les informations et les contacts entre gares qui permettraient, au jour le jour, de prendre la mesure de ce qui se passe et décider ce qui est attendu par beaucoup : un mouvement de l'ensemble des recettes. Or nous n'avons pu, pour l'instant, la mettre en place et ce malgré les déplacements des uns ou des autres de gare en gare. Chaque syndicat, séparément, affirme vouloir faire le lien entre les gares, soutenir la "grève de la

SOCRATE

AU SECOURS, ILS SONT DEVENUS FOUS !

Il y a du nouveau dans les gares parisiennes de banlieue (et d'ailleurs). Ainsi, par exemple, en gare de Paris-Nord, à certains moments il n'y a personne à qui parler sinon à un bloc de trois nouveaux appareils distributeurs.

Juste un haut-parleur qui recommande aux chers usagers, à intervalles réguliers, de ne surtout pas acheter leurs billets à de vilains vendeurs à la sauvette, mais de les prendre aux appareils distributeurs. Exclusivement ! C'est bien là la difficulté. Malgré l'aide que les usagers, déboussolés ou furieux mais solidaires, cherchent à se donner, cela peut prendre – montre en main – jusqu'à quarante minutes.

C'est la faute à SOCRATE, ce super-ordinateur sis à Lille, en communication permanente avec tous les usagers de la SNCF de France. Finies les discriminations. Que vous fassiez le trajet Paris-Nice en TGV 1re classe, ou Paris-Saint-Denis en vieux train de banlieue, que vous en ayez pour 1500 F l'aller-retour ou pour 5,50 F l'aller simple, vous avez le droit de dialoguer avec SOCRATE. Plus exactement, d'en passer par ses caprices...

Ce qui donne (à condition d'appuyer sur la touche "annulation" qui efface les vestiges des démêlés de SOCRATE avec l'usager précédent), une longue conversation, en douze questions et réponses principales, et bien des sous-questions subsidiaires : *"Bonjour, appuyez sur la touche correspondant à la zone de votre choix"... "Gare de destination"*, mais il n'y a que les huit plus importantes indiquées. Sinon c'est *"autres gares"*, *puis "choisissez la 1re lettre de votre gare de destination"*. Il faut toucher l'écran au bon endroit, puis *"touche VAL"*, validation. Apparaît alors la liste des gares commençant par ladite lettre, par ordre alphabétique. Si vous avez la vôtre, c'est bon, appuyez. Sinon, appuyez *"autres gares"*.

Cette étape est délicate à franchir pour de nombreux usagers, ceux qui sont mauvais en orthographe et voudraient aller à "Anghien", ceux qui cherchent "Le Guichet" et appuient sur "L" (mais c'était sur "G" !), ceux qui veulent aller à Villetaneuse mais oublient qu'il faut appuyer sur Epinay... car c'est "Epinay-Villetaneuse" !

Et le cher SOCRATE, une fois que vous vous êtes fourvoyé dans les "G" et demandez *"autres gares"* reprend inlassablement la liste des seules gares commençant par "G". GRRR... Vous n'y trouvez désespérément pas votre bonheur, et pour cause, car pour Garges, il fallait faire Stains ! Là, il faut avoir la super-intelligence ou la super-hargne, pour réappuyer, au bout d'un moment, sur le bouton "annulation" et avoir le courage de tout recommencer à zéro ! Ce sur quoi SOCRATE, insistant et peu pressé, comme tout philosophe, vous demande de *"confirmer votre annulation"* !

Admettons que vous ayez passé ce mauvais pas et ayez la bonne gare. Le voyage continue, et l'écran vous offre de nouveaux tableaux, selon l'endroit où vous mettez le doigt (il faut souvent s'y reprendre à plusieurs fois) : il faut dire si vous voulez 1re ou 2e classe... puis *"Appuyez sur VAL"*, choisir le nombre de billets... puis *"Appuyez sur VAL"* ! Il faut dire si vous *"acceptez la proposition"* (de faire par exemple Paris-Pierrefitte, ce samedi 5 mars, au départ de la Gare du Nord, en deuxième classe, pour une personne : toutes les conditions de votre périple sont affichées sur l'écran). Puis confirmer la commande. Puis obtenir la commande.

Si vous êtes doué, ou aguerri par des échecs antérieurs, vous pouvez arriver à ce stade en une minute et demie. Sinon, cela peut durer 8 minutes, ou plus.

Un autre et redoutable écueil se présente alors : certains modèles acceptent les pièces. Mais d'autres non. Ou à certaines conditions. Comme ces spécimens, vicieux, d'appareils qui tout à la fin vous disent : *"Paiement uniquement par carte bancaire à partir de 16 F"*.

Ouf, se disent certains qui n'en ont que pour 9 F. Mais la fente à pièces reste irrésistiblement fermée, et l'écran de SOCRATE d'avouer : *"Le paiement par pièces sera installé ultérieurement"*. Il ne reste plus qu'à tenter la queue voisine.

Les usagers sont unanimes pour enrager qu'*"ils sont fous"*, qu'*"ils sont malades"*. A ceux qui ont inventé ça, on a une sacrée envie d'offrir un bon bol de ciguë et un aller simple sans retour ad patres. Validez ! Confirmez !

Michelle VERDIER

NB : Et surtout, n'essayez pas d'aller acheter un billet à un guichet. Le système est "fou" pour les employés également, qui sont aussi lents que les usagers (et on comprend pourquoi), ou sont en grève parce qu'ils en ont assez (et on le comprend encore mieux).

Image de rêve de la pub SNCF... Dans la réalité, cheminots et usagers sont en train d'exploser.

ARC

résa". Mais depuis trois semaines, ce que l'on sait, ce n'est que par nos propres moyens.

Le 26 février, qui devait être une journée de grève de toute la région parisienne, les syndicats se sont contentés en réalité d'appeler localement dans quelques gares. Une journée où chacun est resté dans son coin, à part quelques regroupements. Le soir même, comme pour s'assurer de la reprise du travail partout, un autre préavis était déposé, national celui-là, pour le 5 mars. Plus tard, les appels syndicaux précisaient que ce préavis devait surtout permettre de tenir des AG pour discuter de la "grève de la résa". Une forme d'action qui s'use, dont beaucoup tirent le bilan : il s'agit surtout d'une lutte à l'économie et rien ne remplacera une grève réelle, massive et déterminée.

La SNCF a d'ailleurs pris son parti de cette action : elle s'est payée une page dans tous les journaux pour expliquer que, si SOCRATE créait des problèmes, cela irait mieux demain ; que si l'on prend le train sans réservation il n'y aura pas d'amendes...

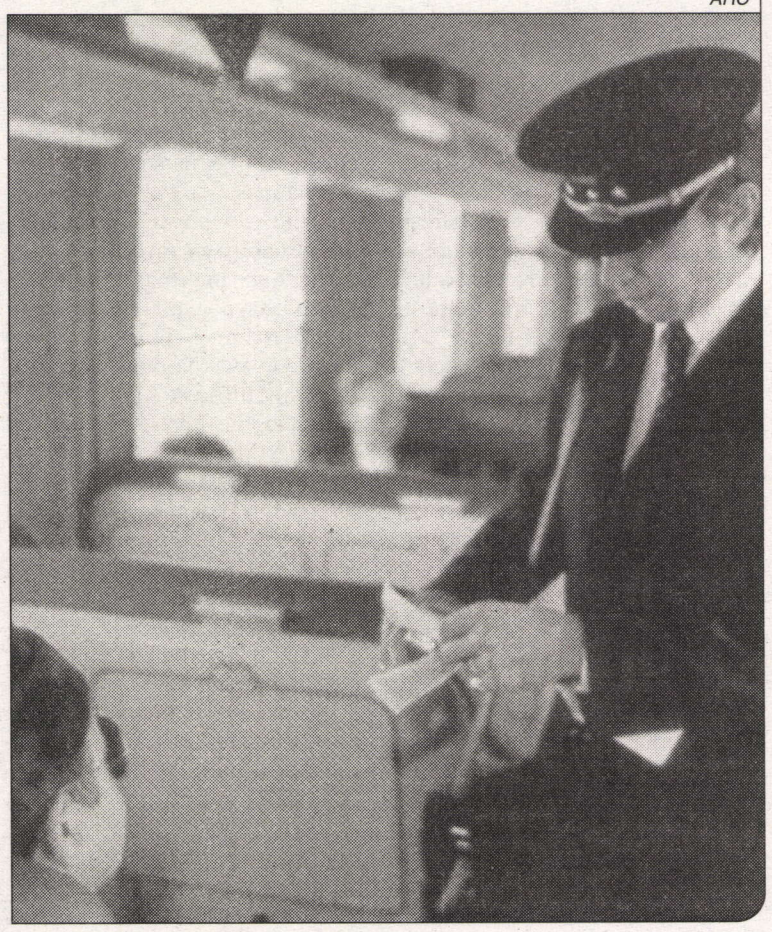
Il n'empêche que les problèmes créés par SOCRATE demeurent, même si le 5 mars il n'y a eu que peu d'appels à la grève et moins de monde dans les AG, sauf peut-être en province, où la mobilisation semble monter.

En tout cas, dans les gares parisiennes, la période passée servira d'expérience lorsque surgira une volonté de lutte : pour avoir des chances de gagner, il faudra s'organiser entre gares, se rencontrer, à la base, quelles que soient les manœuvres patronales ou syndicales.

Correspondant LO

Grâce aux ratés de SOCRATE, bien souvent, on peut en ce moment voyager à l'œil.

ARC



Renault - Véhicules industriels (Vénissieux)

LES RÉACTIONS CONTRE LES LICENCIEMENTS

A RVI, les licenciements continuent à provoquer des réactions comme on n'en avait pas vu depuis longtemps. En effet, au bout du 15e plan de suppressions d'emplois, les baisses d'effectifs étaient devenues de la routine.

Mais cette fois-ci, la situation n'est plus la même. Les licenciements se situent dans un contexte où chacun sait que les licenciés ont bien peu de chances de retrouver un emploi, quand on entend tous les jours de nouvelles entreprises annoncer des licenciements. Et puis, auparavant, les suppressions d'emplois se faisaient surtout par des départs en FNE et des départs volontaires. On apprenait cependant de temps en temps qu'un travailleur malade, absent depuis longtemps, avait été en fait licencié ; il était alors trop tard pour réagir.

Cette fois, sur les 484 licenciés à Vénissieux, il n'y a que moins de la moitié de départs en FNE, alors que bien des travailleurs qui seraient en âge d'en bénéficier (et qui l'attendent avec impatience) n'y ont pas eu droit. Et il y a 76 licenciés "secs". La plupart ont plus de 40 ans, 10 ou 20 ans de présence dans l'usine, et des problèmes de santé dus à la maladie ou à des accidents du travail.

Aussi, après les réactions de colère et les débrayages de la première semaine, les réactions ont continué la semaine suivante.

Mardi 2 mars, plusieurs centaines de travailleurs ont de nouveau débrayé pour soutenir les licenciés venus à l'usine avec leurs familles. Les familles se sont adressées au directeur de l'usine de Vénissieux pour dire ce qu'elles avaient sur le cœur. Il y avait en particulier la famille d'un ouvrier tunisien de 47 ans, cardiaque, père de sept enfants et qui, au bout de près de 30 ans de travail à RVI, est licencié. Tout le monde était ému et le directeur, serré de près par les grévistes, n'en menait pas large. Tout ce qu'il a fini par promettre est de réexaminer les cas individuels. En retournant dans les ateliers, les grévistes étaient regonflés, reprochant à ceux restés au travail de ne pas être venus, et leur faisant promettre de venir au débrayage prévu le jeudi.

Seulement le jeudi, il n'y a pas eu de débrayage. Il y a avait bien une trentaine de licenciés avec leurs familles, venus à 14 h 30, alors que le tract de la CGT invitait les travailleurs à les retrouver à 16 h 30, après le travail. Aussi, seuls les délégués sont venus les accueillir.

Le directeur ayant redit qu'il allait examiner les cas individuels, la CGT a alors proposé qu'ils soient examinés tout de suite. Si bien que les licenciés sont entrés un à un dans le bureau du directeur, accompagnés de femme et enfants, et d'un délégué, essayant face au directeur, d'expliquer pourquoi leur licenciement était injuste.

Bien sûr, dans l'entreprise, l'ambiance n'est pas à se mettre vraiment en grève pour empêcher les licenciements, et certains hésitent même à débrayer. Il faut dire qu'il vient encore d'être annoncé entre 5 et 10 jours de chômage technique, suivant les secteurs, pour le mois de mars, et que cela pèse sur les salaires, déjà bien bas, et suscite bien des inquiétudes.

Maintenant, la défense des licenciés s'oriente surtout vers une action juridique. Mais il est aussi prévu que les licenciés fassent le tour des ateliers en début de semaine, et un nouveau débrayage est également prévu dans la semaine.

Les travailleurs ont des raisons d'être en colère contre ces licenciements. En 1992, alors que les cotisations sociales des salariés ont augmenté de 0,6%, celles de RVI ont baissé de 10%. Comme on le voit, la baisse des charges patronales n'a pas incité à créer des emplois ! Et en 14 ans, RVI a fait plus de 11 milliards de bénéfices, en augmentant toujours davantage la productivité.

Alors, peut-être qu'aujourd'hui il y a moins de production, et peut-être même y a-t-il moins de profits, en supposant que la direction ne ment pas quand elle le prétend. Mais les 11 milliards de bénéfices accumulés, où sont-ils allés ? Qui les a empochés ? Rien qu'en prenant sur ces bénéfices, il y aurait de quoi maintenir les emplois et les salaires.

Correspondant LO

Russie

ELTSINE, KHASBOULATOV, L'ARMÉE ET... QUELQUES AUTRES

A la convocation d'un Congrès des députés exceptionnel ayant à son ordre du jour la vérification du "respect de la Constitution" par le président russe, Eltsine, ce dernier réplique en menaçant ce même Parlement de dissolution : décidément, la rivalité entre la présidence et le parlement de Russie n'en finit plus.

Elle va même en s'aggravant, pratiquement depuis que le président du parlement, Khasboulatov, et le président de la Fédération de Russie, alliés contre Gorbatchev, sont arrivés à leurs fins - la chute du président soviétique, en décembre 1991. Depuis lors, les alliés d'hier sont devenus des rivaux.

"Conservateurs", "démocrates", etc. : le jeu des appétits et des ambitions bureaucratiques

Décrire cette opposition comme un affrontement entre "conservateurs" (la majorité des députés) et "démocrates" (les partisans d'Eltsine), comme le fait généralement la presse occidentale, n'explique pas grand-chose.

D'abord, si 85 % des députés de Russie ont bien été élus (en 1990) sur des listes du parti dirigeant d'alors, le PC soviétique, cela vaut tout autant pour les eltsiniens que pour leurs adversaires. Ensuite, le premier en importance des groupes parlementaires - celui d'Arkadi Volski, un ancien conseiller d'Andropov et de Gorbatchev, actuellement donné comme le porte-parole des dirigeants de l'industrie d'État et qui a été, il y a quelques semaines, le "tombeur" du Premier ministre d'Eltsine, Gaïdar - ne mériterait pas moins que les eltsiniens le qualificatif de "démocrates", avec le sens tout particulier que ce mot a dans la Russie actuelle.

Et l'armée ?

Ces prétendus "démocrates", comme d'autres il est vrai, ne cessent d'en appeler à un "pouvoir fort". Certains ont même, dans un passé récent, publiquement porté au pinacle le régime chilien de Pinochet ou celui de la Corée du Sud, comme représentatifs de leur idéal. Il y a quelques jours, ils ont même fait paraître à la "Une" du journal eltsinien, les *Izvestia,* un appel du haut commandement militaire russe, demandant au président de *"prendre les mesures les plus énergiques pour remédier à la paralysie du pouvoir"*.

Qu'il se développe, en Russie, une "paralysie du pouvoir" c'est une évidence. Chaque niveau d'autorité, de la présidence au responsable du plus petit village, cherche précisément à affirmer son "autorité", et surtout son droit aux prébendes qui y sont liées, en refusant les directives des échelons dont il est censé dépendre, et en tentant d'imposer les siennes à ceux qui refusent de lui rester subordonnés.

L'armée, de par sa fonction, est particulièrement sensible à cette paralysie de l'État. Mais qu'elle soit aujourd'hui apte à rétablir l'ordre - ou au moins un ordre - n'est pas certain. Il n'est même pas exclu qu'une intervention de sa part provoque un chaos plus grand encore, à commencer par ses propres rangs. En effet, si la haute hiérarchie -remodelée par Eltsine après l'échec du putsch d'août 1991- semble souhaiter qu'il débloque la situation, très récemment encore, des dizaines de milliers de militaires, dont des officiers supérieurs, défilaient dans les rues de Moscou, réclamant le rétablissement d'un État fort... qui se débarrasse d'Eltsine et de ses partisans !

Mais il est quand même caractéristique des eltsiniens - qui, il y a un an et demi, avaient assis leur légitimité en se présentant comme les remparts de la "démocratie" contre les putschistes- qu'aujourd'hui ils n'hésitent pas à tenter de forcer en leur faveur la situation, en agitant la menace d'une intervention militaire.

Dans l'état actuel de la situation, une telle intervention semble problématique. Mais, le fait est que précisément cette éventualité resurgit dans une situation qui échappe de plus en plus à tout contrôle et où la plupart des forces en présence en rajoutent dans la démagogie nationaliste. Si l'on ajoute à cela le fait que, tant du côté d'Eltsine que de divers courants d'opposition, on cherche des appuis dans la hiérarchie militaire, on ne peut écarter l'hypothèse que cette même hiérarchie ne cherche, pour débloquer une situation apparemment sans issue, à intervenir. Et elle pourrait le faire en appui d'une des forces en présence, mais aussi -et ce ne serait pas la première fois que cela se produirait- pour son propre compte, encouragés par tous ces appels visant à lui faire jouer un rôle d'arbitre.

— POPULARITÉ EN BAISSE, DÉMAGOGIE CHAUVINE

Contesté au Parlement, forcé de se débarrasser de son Premier ministre, le tout sur fond de sondages de popularité en chute libre, Eltsine - espérant redresser sa situation - choisit de plus en plus de jouer au champion de la Grande Russie. Et c'est en s'arrangeant pour que cela se sache qu'il vient de réclamer "que l'ONU laisse à la Russie le soin de garantir la paix et la stabilité dans l'ex-URSS".

Il ne peut évidemment s'agir là que d'une proclamation à usage démagogique et politicien. S'il y a une tâche dont les grandes puissances occidentales sont trop contentes de laisser la responsabilité à la Russie, c'est bien celle de maintenir l'ordre en Moldavie, au Tadjikistan ou dans le Caucase. L'impérialisme n'a aucune envie d'avoir à faire la police dans les multiples points chauds de l'ex-URSS. Il n'est que de constater la prudence qu'il s'impose avec un pays bien moins peuplé et bien plus petit, cette ex-Yougoslavie dont l'éclatement, avec ses horreurs, aurait pourtant des airs de bluette en comparaison de ce sur quoi pourrait déboucher une "yougoslavisation" de l'ex-URSS.

Eltsine le sait bien qui, dans les négociations diplomatiques, n'a guère d'autre argument à faire valoir pour obtenir un soutien que d'agiter le spectre d'une "balkanisation" du pays. Jusqu'à présent cela a marché, et les puissances occidentales ont débloqué (ou plutôt, ont annoncé) de nouveaux crédits, sinon pour résoudre les problèmes, du moins pour conforter le crédit du chef d'une Russie qui apparaît comme la seule à même de maintenir un minimum d'ordre dans l'ancienne Union.

Qu'Eltsine se présente comme l'homme de la situation peut faire sourire car s'il est quelqu'un qui a poussé à la déstabilisation de la situation en URSS, c'est bien lui. Systématiquement, ce haut bureaucrate en a appelé à des forces centrifuges, nationalistes ou autres, puisque cela déstabilisait son rival, Gorbatchev. Puis, avec d'autres barons de la bureaucratie, il a provoqué la partition du pays, parce que cela semblait le meilleur moyen de soustraire les différents fiefs à la tutelle d'un État central dirigé par Gorbatchev.

Nationalismes : la démagogie des uns et celle des autres

Au pouvoir, Eltsine se retrouve contraint à tenir le langage qu'il dénonçait chez Gorbatchev, mais avec encore moins de moyens que celui-ci pour se faire entendre, car les armes dont bénéficiait Gorbatchev - celles d'un État centralisé - Eltsine et ses alliés les ont en grande partie brisées. Mais aussi parce que quand la Russie envoie des soldats s'interposer entre des combattants tadjiks ou entre Ossètes et Géorgiens, ses troupes sont regardées comme celles d'une puissance qui se veut "russe" et que les dirigeants nationalistes moldaves ou géorgiens n'ont guère à forcer la réalité pour en faire la démonstration à leurs populations.

Perte de prestige international ; affaiblissement de la puissance étatique ; improvisations incessantes d'un pouvoir qui semble ne plus rien diriger ; chute du niveau de vie du citoyen moyen ; hyperinflation ; difficultés à se retrouver pour les membres de familles réparties dans ce qui était, du temps de l'URSS, des provinces d'un même État mais que séparent désormais des frontières étatiques ; développement de la corruption et du crime organisé ; opulence des nouveaux riches d'autant plus intolérable qu'elle côtoie parfois une misère noire... Avec des dosages différents, on retrouve les mêmes dénonciations dans la bouche des différents politiciens russes, et cela à un moment où Eltsine semble avoir épuisé ce qui lui restait de crédit auprès de larges couches de la population.

Char russe dans le Haut Karabakh au milieu des affrontements entre Arméniens et Azéris.

Gamma

Gamma

Le Parlement russe, siège des affrontements entre Eltsine et les parlementaires

Surenchère et rodomontades

Depuis plus d'un an, menaces, bluff et coups de poing sur la table suivis de reculs et de compromis en coulisses caractérisent ce qui se déroule sur la scène politique russe. L'émiettement du pouvoir qui a permis la victoire d'un Eltsine, et de ses semblables dans les autres républiques de l'ex-URSS, fait tourner à la farce tragi-comique leurs prétentions à imposer leur pouvoir. Car, à ce pouvoir s'oppose la force de dizaines de milliers de petits Eltsine, appuyés sur leurs fiefs locaux, sur les institutions qu'ils contrôlent - tel le Parlement ou une mairie de grande ville.

Alors, si le 25 février, des colonels "conservateurs" défilaient sous des portraits de Staline, si Eltsine, faisant allusion au soutien de l'état-major, parle aujourd'hui de recourir à une *"option finale pas très conforme aux lois"*, tout cela peut évidemment, une nouvelle fois, se solder par un compromis entre le Parlement et la présidence. Par exemple, un ajournement du référendum du 11 avril sur la répartition des pouvoirs qu'Eltsine, en décembre dernier, avait cru habile de jeter dans les jambes des députés comme une menace de sanction populaire, mais dont Eltsine semble aujourd'hui craindre qu'il lui soit défavorable.

Une solution, qui permettrait aux uns et aux autres de crier victoire et de continuer à se disputer les lambeaux du pouvoir ex-soviétique, mais qui n'en sera durablement une pour personne à part cette bande de brigands-bureaucrates qui voudrait continuer à mettre le pays en coupe réglée.

Pierre LAFFITTE

EN HAUSSE —

Certains partis, parce qu'écartés du pouvoir, ont les coudées franches pour dénoncer le marasme actuel et se sont faits, par exemple, une spécialité de dénoncer de la tribune du Parlement les profiteurs des petites privatisations. Ce qui n'a évidemment pas empêché les députés "anti-eltsiniens" de voter une loi leur permettant d'acquérir pour une bouchée de pain leur appartement de fonction. Et cela, alors que dans les grandes villes, la crise du logement fait rage comme jamais, puisque - faute de crédits publics - on ne construit pratiquement plus.

Mais, c'est surtout sur le terrain du nationalisme - et en tentant de "ratisser large", entre les monarchistes, les nostalgiques de Staline ou de Brejnev - que certains partis d'opposition tentent de tailler des croupières à Eltsine. Peut-être parce que leur public est plus sensible à ce type de propagande. Mais plus encore parce qu'ils ont de quoi craindre les réactions de la population s'il se trouvait des forces politiques qui lui proposent - ou semblent lui proposer - de se battre pour défendre son droit à l'existence face à l'opulence qu'une poignée de nouveaux riches étale à côté d'une misère qui menace l'immense majorité des travailleurs.

Face à cela, Eltsine qui, lui, voit sa cote de popularité baisser presqu'aussi vite que le cours du rouble par rapport au dollar, peut, sans grand risque, tenter une surenchère. sur le terrain de la "grandeur russe".

Cela lui permettra-t-il d'inverser la courbe de sa popularité ? Pour un temps, peut-être. Maintenant, reste une situation de plus en plus dramatique pour la population et qui, avec son hyper-inflation, son délabrement économique, sa criminalité qui s'affiche aux côtés d'une corruption généralisée d'un pouvoir qui ne dirige plus rien, évoque bien plus l'Amérique latine que ce qui fut la deuxième puissance mondiale. Il n'est pas dit que la surenchère nationaliste d'Eltsine et de son opposition puissent éternellement différer le moment où la population leur demandera des comptes.

P. L.

Allemagne

LE SUCCÈS ÉLECTORAL DE L'EXTRÊME-DROITE

Le parti d'extrême-droite des "Républicains", a fait 8,3 % des voix aux élections régionales du 7 mars de Hesse en Allemagne, anciennement de l'Ouest. Le Parti Social-Démocrate perd lui 8,4 % des voix et se retrouve à 36,4 % et la CDU (Chrétiens Démocrates) avec 32 % en perd également 2,3 %. Les "Verts" dans le même temps voient leur score passer de 9,1 % à 11 %.

Aux dernières élections communales de 1989, juste avant la réunification, les "Républicains" avaient fait 0,7 % des voix sur l'ensemble de la région. La comparaison entre les deux élections ne peut cependant se faire rigoureusement sur ces chiffres, puisqu'il s'agit d'élections de types différents avec une présence différente de l'extrême-droite dans le scrutin. Mais par exemple, à Francfort où d'autres groupes d'extrême-droite, comme le NPD et la DVU, étaient présents dans le dernier scrutin, le score total de l'extrême-droite se monte aujourd'hui à près de 13 % des voix (dont 9,3 % pour les "Républicains"), contre 7 % en 1989.

Quels que soient les points de comparaison, la progression de l'extrême-droite est évidente. Ces résultats viennent confirmer la montée électorale déjà observée lors des élections dans les régions du Bade-Wurtemberg et du Schleswig-Holstein. Mais le test des élection de Hesse a eu lieu après les nombreuses manifestations contre la xénophobie et la violence d'extrême-droite, qui se sont déroulées ces derniers mois dans toute l'Allemagne, et ont mobilisé des centaines de milliers de personnes.

Le Land de Hesse – dont la capitale est Francfort-sur-le-Main, donc un des principaux centres industriels et financiers du pays – comprend 4,3 millions d'électeurs. Le test du 7 mars est donc sans doute assez représentatif de l'ensemble de l'Allemagne réunifiée. Et cela montre, que les manifestations - silencieuses ou pas, lumineuses ou pas – ne peuvent suffire à conjurer le danger de l'extrême-droite, pas plus d'ailleurs qu'elles n'ont pu empêcher les exactions contre les immigrés et les foyers de demandeurs d'asile.

C'est bien pourquoi il est nécessaire de s'attaquer au terreau même sur lequel la démagogie de l'extrême-droite peut s'épanouir et prospérer : le système capitaliste en crise. C'est lui qui fait resurgir cette lèpre évoquant le passé nazi, que nombre de gens en Allemagne pensaient ne plus jamais revoir. Plus il y aura de chômeurs dans le pays – et là-bas aussi de grandes vagues de suppressions d'emplois sont planifiées, et pas seulement dans la sidérurgie – plus le niveau de vie reculera et les conditions d'existence se durciront, et plus on risque de chercher des boucs émissaires à sacrifier. Les étrangers sont tout désignés pour l'extrême-droite, mais une fois encore, derrière eux, c'est à toute la classe ouvrière, et même à la quasi-totalité de la population qu'on voudra faire payer le prix de la crise. Et pour cela les pires moyens risquent de redevenir les bons.

Lutter contre la résurgence de l'extrême-droite d'une façon conséquente ne peut se faire sans mener la lutte contre le capitalisme. Et cette lutte doit se mener avec la classe dont les intérêts lui sont fondamentalement opposés, la classe ouvrière.

Louis GUILBERT

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Dernières brochures parues :

– **BILLANCOURT : REFLET DES LUTTES SOCIALES ET DE LA POLITIQUE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE DES CINQUANTE DERNIÈRES ANNÉES.**
(N°51 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 22 mai 1992)

– **LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES ET LA SITUATION DANS L'EX-YOUGOSLAVIE**
(N°52 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 octobre 1992)

– **LES ÉTATS-UNIS À L'HEURE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET DE LA CRISE**
(N°53 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 6 novembre 1992)

– **ITALIE : UNE CRISE PARTICULIÈRE ?**
(N°54 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 11 décembre 1992)

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

Grande-Bretagne

ESCRIME AUTOUR DE MAASTRICHT

■ A en croire certains titres sensationnels parus en France, Major aurait essuyé un désaveu cinglant à la Chambre des communes sur la signature du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne.

Mais s'il est vrai que le gouvernement a bien été mis en minorité par 314 voix contre 292, ce désaveu, si tant est que c'en soit un, est en fait des plus limités. Profitant d'un obscur amendement 28 déposé par le Parti Travailliste, qui préconise que le Comité Européen des Régions soit constitué de représentants élus plutôt que nommés, une coalition disparate formée du Parti Travailliste, des libéraux-démocrates, des deux partis loyalistes d'Irlande du Nord, et de 26 députés conservateurs, a voté contre le rejet de cet amendement, sans pour cela l'adopter d'ailleurs.

Le fait que cette coalition contre Major n'ait réussi à se constituer, après bien des tentatives, que pour défendre un amendement qui, somme toute, ne remet rien en question, ni sur le principe même du traité de Maastricht, ni sur son contenu, en dit long justement sur le caractère purement symbolique de ce désaveu. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant car, en dehors de quelques professionnels de la nostalgie impériale, la plupart des adversaires comme des partisans de la ratification de Maastricht ont déjà défendu toutes les nuances d'opinion, pour et contre, à ce sujet.

En réalité, la seule conséquence de ce vote est purement procédurière : il impose une nouvelle étape dans le processus parlementaire, avec le passage au crible de l'ensemble du texte par une nouvelle commission parlementaire qui pourra y ajouter ses propres amendements et recommandations. C'est dire que, loin de choisir de prendre une position publique tranchée, les "adversaires" de la ratification jouent la pendule en choisissant d'user de la procédure pour retarder le vote final, tout en se gardant toutes les options ouvertes, en fonction, en particulier, des résultats des élections municipales annuelles du début mai.

D'autant d'ailleurs que les motivations des "adversaires" de Maastricht sont des plus diverses. Les uns, en particulier le Parti Travailliste, jusqu'alors plutôt pro-européen, cherchent à profiter d'un sujet sur lequel ils peuvent former des alliances parlementaires contre Major qui pourraient le mettre en difficulté. Les autres, c'est le cas des loyalistes irlandais et dans une certaine mesure des libéraux-démocrates, cherchent à monnayer leur soutien au gouvernement. Enfin, les conservateurs "rebelles" cherchent surtout à régler de vieux comptes avec Major et sa bande de parvenus.

Toutes ces politicailleries n'ont pas grand-chose à voir avec Maastricht, bien sûr. Et, de toute façon, la bourgeoisie anglaise n'a pas attendu les politiciens pour faire ses choix. Pendant que les parlementaires en sont encore à ratiociner sur la signature, Barclays installe ses succursales en Europe...

François ROULEAU

LE SCANDALE DE L'AIDE SOCIALE AUX CHÔMEURS

Une famille en difficulté à Liverpool.

Gamma

■ Plusieurs scandales ont fait la Une des journaux britanniques ces derniers mois. Chaque fois il s'agissait de possesseurs de riches propriétés qui, s'étant retrouvés au chômage, avaient réussi à faire payer leurs traites par l'aide sociale. Dans le cas d'un publicitaire londonien, par exemple, acquéreur d'un vrai petit manoir situé dans l'un des quartiers les plus riches de la ville et valant la bagatelle de 21 millions de francs, l'aide sociale lui payait la modique somme de 200 000 F par mois depuis quinze mois !

Tout cela parce que le système d'aide sociale britannique, réformé à la fin des années 1980, au moment où le gouvernement poussait les familles à acheter leur logement, prévoyait le défraiement intégral des traites en cas de chômage, à un moment il est vrai où le chômage était bien moindre.

Du coup, le gouvernement britannique joue les redresseurs d'injustices en introduisant un plafond à la valeur des propriétés ouvrant droit à l'aide sociale — elle ne devra plus dépasser 1,25 million de francs (le prix d'une maison de 4 pièces dans une banlieue ouvrière de Londres).

Tout le bruit fait autour de cette affaire aura néanmoins servi au gouvernement à alimenter sa campagne contre les "mauvais" chômeurs qui "abusent" le système d'aide sociale.

Ce que le ministre de l'Emploi Virginia Bottomley a néanmoins omis de préciser, c'est que des centaines de milliers de chômeurs n'ont jamais eu droit aux largesses du gouvernement dans ce domaine, parce que celles-ci sont assorties de conditions en fait aussi draconiennes qu'injustes.

Par exemple un couple marié, dont l'un des membres est au chômage tandis que l'autre travaille 16 heures par semaine (un cas fréquent pour les femmes employées dans les grandes surfaces pour un salaire de l'ordre de 30 F de l'heure), perd tout droit à l'aide sociale au logement. A lui seul ce genre de situation a été responsable de plus de 15 000 évictions l'an dernier ! Mais il n'est pas pour autant question de redresser cette injustice-là.

F. R.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

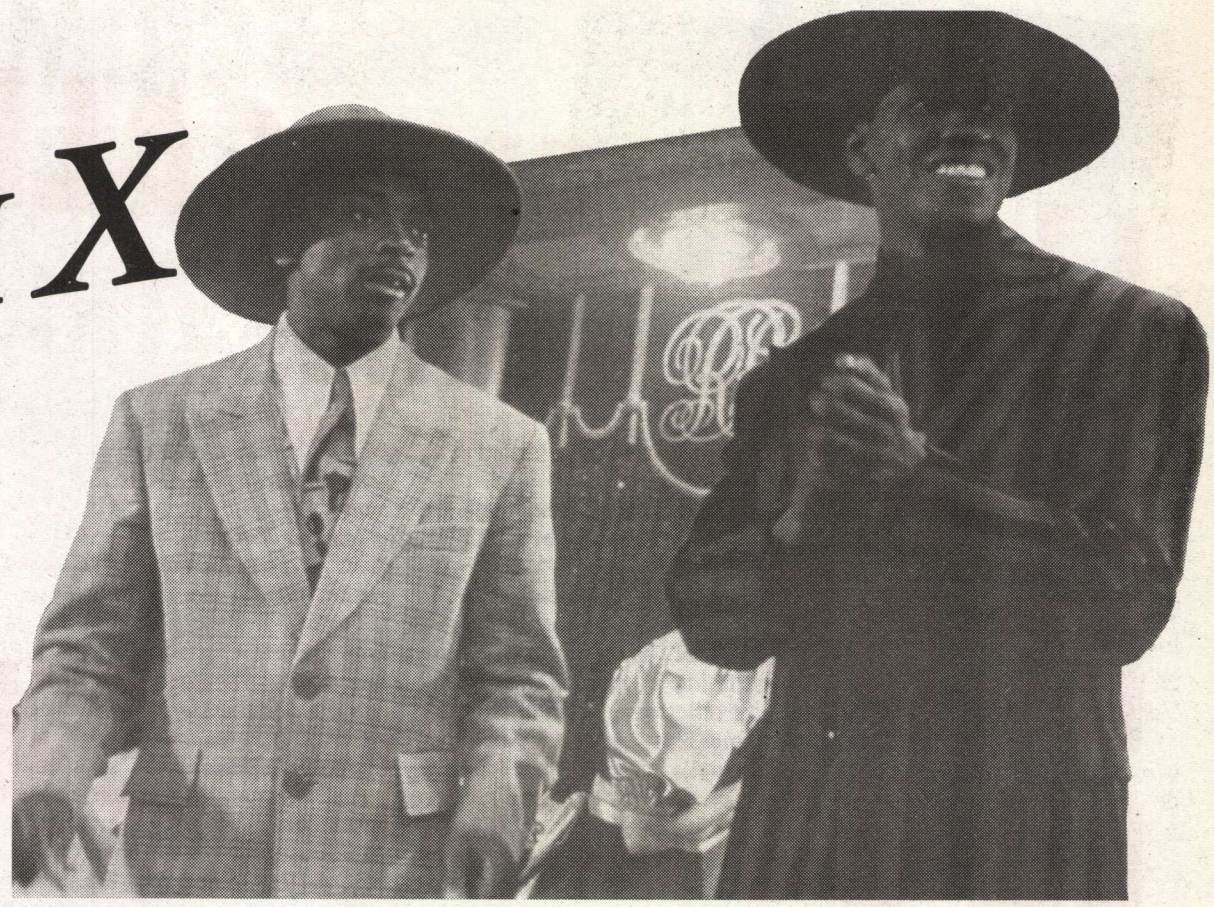
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Le film MALCOLM X de Spike Lee



Malcom X (à droite) avant de devenir militant

Le film relate l'histoire de la vie du leader noir américain Malcolm X et de son assassinat, le 21 février 1965. Il avait alors 39 ans et était devenu l'un des militants les plus populaires parmi la population noire des ghettos des grandes villes américaines. Il s'adressait à sa fraction ouvrière, exploitée, la plus pauvre, celle qui devait se soulever, à la fin des années soixante, au cours d'émeutes qui embrasèrent les quartiers noirs misérables des

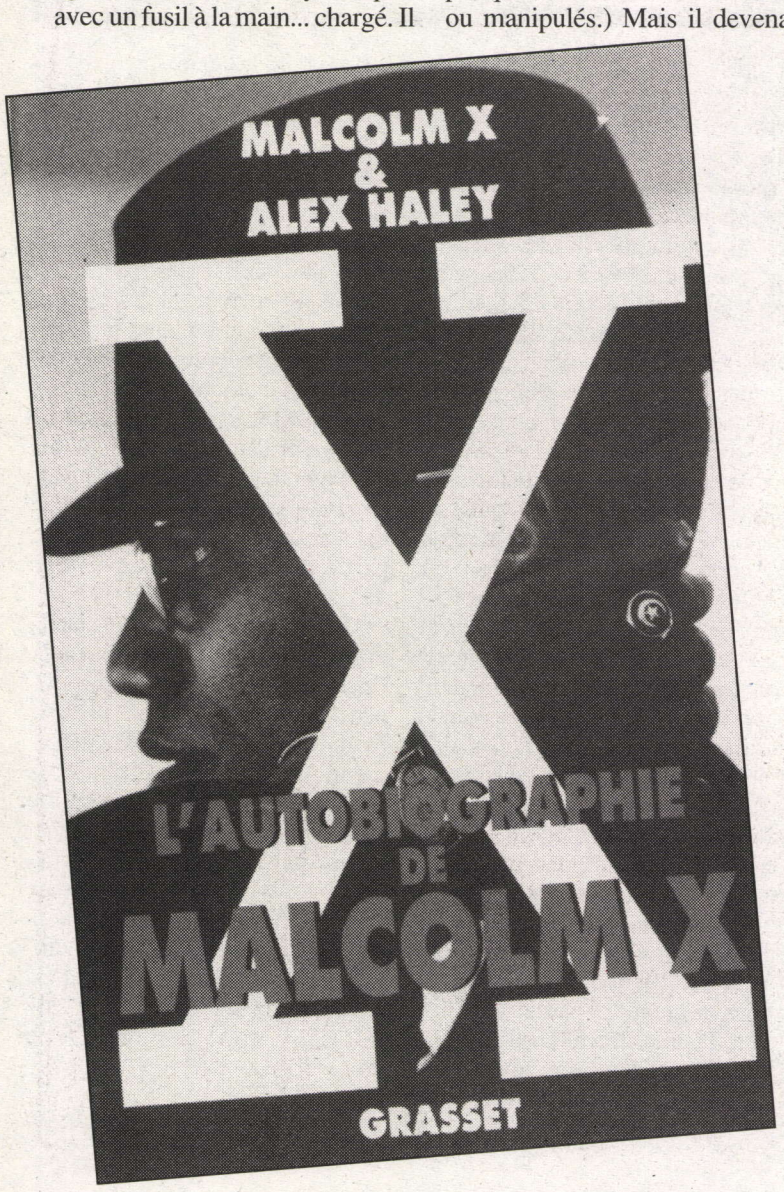
La force de son discours, celle qui faisait se lever d'enthousiasme des masses qui se pressaient à ses meetings, résidait dans ses appels au refus de la soumission, de la résignation, de la passivité et de la non-violence face à l'agressivité et à la violence raciste de la société blanche. Au moment où il tombait sous les balles de ses assassins, Malcom X avait rompu, radicalement, avec le pacifisme et la non-violence prêchés, à la même époque, par Martin Luther King par exemple. Il marquait en ce sens un moment dans l'évolution du mouvement noir américain. Pour lui, les Noirs pauvres devaient se battre pour leur dignité, la reconnaissance de leurs droits et une égalité raciale de fait, y compris avec un fusil à la main... chargé. Il dénonçait l'État fédéral et ses structures racistes et appelait la population noire à s'organiser pour se défendre "par tous les moyens nécessaires", y compris par la révolte, par la révolution.

L'évolution politique de Malcom X vers un tel radicalisme – tout en restant apparemment croyant – et l'écho que ses idées avaient parmi les Noirs pauvres le rendaient dangereux aux yeux de beaucoup. Il apparaissait comme une menace pour le pouvoir, et le gouvernement américain de l'époque ne fut d'ailleurs pas étranger à son assassinat. (Il fut assassiné par un – ou trois – Noirs, on ne sait pas exactement, et on ne sait pas non plus avec exactitude par qui ils ont été commandités... ou manipulés.) Mais il devenait également encombrant pour les leaders du mouvement de la "Nation de l'Islam", secte dirigée par Elijah Muhammad, avec laquelle il avait rompu quelques mois avant sa mort. Et ils jouèrent en effet leur rôle pour faire disparaître Malcom X.

Le film de Spike Lee privilégie délibérément certains aspects de l'histoire de Malcom X. Il fait des choix qui le conduisent à laisser de côté ce qui permettrait, cependant, d'éclairer la personnalité militante de Malcom X, sa force et ses limites politiques. Ainsi, le film montre assez peu de choses sur le contexte social et politique du combat de Malcom X, sur la société américaine de l'époque et le mouvement noir pour les droits civiques. Ce qui n'est au fond guère surprenant puisque le propos du metteur en scène apparaît plus comme la peinture d'une individualité d'exception que comme celle d'une évolution, d'une prise de conscience de la force sociale incarnée par les masses noires pauvres, de la nécessité de leur autodéfense et du refus de la non-violence. Et les très nombreux extraits de discours de Malcom X qui émaillent le film se limitent pour l'essentiel à la religion, à la morale, à la dignité, à la fierté d'être Noir quand ils ne consistent pas à nous le montrer en train de débiter les sornettes qu'enseignait la secte religieuse musulmane de Elijah Muhammad. Ce qui vaut d'ailleurs au film quelques longueurs fastidieuses.

Bien sûr, Malcom X a d'abord été un jeune voyou, pur produit de la ségrégation raciale, avant de devenir un taulard rebelle, puis un "musulman noir" tenant des propos hautement réactionnaires sur l'humanité en général et les femmes en particulier, sous l'influence d'un gourou pour qui religion et nationalisme noir n'étaient que des instruments démagogiques. Mais ce fut justement parce qu'il alla au-delà de la démagogie nationalo-religieuse des "musulmans noirs" que Malcom X occupa une place à part parmi les pauvres des ghettos et devint un leader de leur révolte. Il est dommage que le film de Spike Lee ne le montre guère, malgré la sympathie et l'admiration qu'il éprouve visiblement pour son héros.

L. P.



Deux livres de Malcolm X

■ *L'autobiographie de Malcom X,* rédigée à partir d'entretiens avec l'écrivain Alex Haley, est plus riche politiquement que le film et tout aussi intéressante. Elle retrace d'abord et avant tout la formation et l'itinéraire d'un militant. Elle avait disparu depuis vingt ans des vitrines des librairies, la sortie du film en France la fait reparaître et c'est heureux.

L'autobiographie de Malcom X, chez Grasset à 110 F, et chez Presses Pocket à 37 F.

***

Le pouvoir noir est un recueil de textes de Malcom X, principalement ceux de la dernière année de sa vie, réunis par George Breitman et préfacés par Claude Julien. Ils permettent précisément de comprendre à quel stade en était arrivée l'évolution de Malcom X et de se faire une idée de ses choix politiques en direction du mouvement des non-alignés, de ses prises de positions panafricanistes et vis-à-vis des militants blancs voulant aider la cause des Noirs, qu'il ne rejetait plus comme du temps où il militait aux Black Muslims, mais à qui il demandait d'avoir le même engagement que John Brown, militant libéral blanc anti-esclavagiste, mort les armes à la main en combattant pour la liberté d'esclaves en fuite.

Mais ce qui peut être le plus intéressant dans ce livre, ce sont les quelques extraits de discours, notamment celui intitulé "le vote ou le fusil" qui sont de véritables discours d'agitation et permettent de mieux saisir la situation politique de cette année 1964-65, année où les ghettos basculèrent dans l'émeute.

Le pouvoir noir de Malcom X, chez L'Harmattan.

C. B.

Italie

L'"ARGENT SALE" DES PARTIS... ET DE LA BOURGEOISIE

Nosca - Gamma

Pesenti de ItalCementi, a manqué d'un alibi en béton...

Nosca - Gamma

Agnelli, dirigeant de la Fiat (dont le n°3 a été arrêté), avec De Benedetti. Jusqu'où l'enquête ira-t-elle ?

En Italie, l'enquête *"Mani pulite"* ("mains propres") sur les tripatouillages des politiciens est-elle allée trop loin ? Beaucoup, au sommet de l'Etat, semblent commencer à le penser; en particulier, depuis qu'elle atteint quelques industriels en vue et semble en passe d'échapper à tout contrôle.

Ainsi, mardi 9 mars, on a appris l'arrestation de Gabriele Cagliari, président de l'ENI (Office Italien des Hydrocarbures), grand holding d'Etat qui semble avoir été un des grands points de communication entre l'argent public et celui des partis politiques, mais aussi, et cela gêne sans doute beaucoup plus la bourgeoisie italienne, entre capitaux publics et capitaux privés.

Gabriele Cagliari vient après d'autres : Raul Gardini, qui fut longtemps l'homme du groupe sucrier Ferruzzi -lié en France à Béghin Say et quelques autres- a été averti fin février de l'ouverture d'une enquête sur l'utilisation des fonds de la société Montedison. Quelques jours auparavant, c'était le numéro trois du groupe Fiat lui-même, Francesco Paolo Mattioli, et le directeur général d'une des sociétés d'Assurances du groupe -la Toro Assicurazioni- qui étaient arrêtés et écroués pour avoir versé 1800 millions de lires de "tangentes" à la Démocratie Chrétienne milanaise. Enfin, Gianpiero Pesenti, numéro 2 de la Confindustria (équivalent du CNPF), PDG du holding ItalCementi et par la même occasion de sa filiale Ciments Français, a lui-même passé quelque temps à l'ombre pour un versement de 14 milliards de lires de pots-de-vin à la Démocratie Chrétienne et au Parti Socialiste.

LA BOURGEOISIE NE VEUT PAS QU'ON VOIE SES "MAINS SALES"

On dira que, décidément, l'enquête "Mani pulite" commençait à devenir intéressante... Mais justement et comme par hasard, c'est au moment où elle commence à frapper ces "grands patrons" qu'on a commencé à sentir un tournant politique, et assisté à des tentatives pour faire passer ces "mains propres" sous la table et pour "dépénaliser" les délits politico-financiers...

L'enquête du juge milanais Di Pietro sur les "tangentes" (les pots-de-vin), encaissées systématiquement par les politiciens milanais lors de la conclusion des marchés publics, est pourtant commencée depuis plus d'un an. Elle a déja conduit en prison, ou tout au moins à l'inculpation, un nombre respectable de dirigeants politiques, mais jusque-là elle semblait en fait ne pas trop gêner la bourgeoisie italienne, voire même cadrer avec ses projets.

En effet, l'enquête apportait de l'eau au moulin de tous ceux qui voudraient faire passer dans l'opinion le projet de modification des institutions par l'instauration d'un régime présidentiel ou d'un système électoral majoritaire, afin de rendre le pouvoir exécutif moins dépendant des fluctuations de l'opinion, et le système politique plus facile à gérer pour les sommets de la bourgeoisie. Cette enquête des juges milanais sur les pots-de-vin imposés par les partis gestionnaires de la municipalité venait à point pour montrer que la bourgeoisie, censée représenter l'Italie industrieuse, était "rançonnée" par le système des partis, celui-ci rendant vains tous ses efforts. Quant à la réforme politique, elle pouvait passer comme un moyen d'instaurer enfin un "Etat honnête" dont toute la population n'aurait eu qu'à se louer.

Mais cette opération politique visant à tirer parti de ces "mains propres" pour couvrir des projets qui le sont beaucoup moins, semble maintenant en passe de faire long feu, du fait même de l'ampleur des ramifications de l'enquête "Mani pulite". Celle-ci commence à en affoler plus d'un, à commencer par ses propres auteurs, comme le juge Di Pietro lui-même qui, semblant fatigué de son rôle de héros des honnêtes gens, a déclaré début février qu'il *"n'en voyait plus la fin"* et a réclamé une *"solution politique"*.

UNE LOI POUR "PASSER L'ÉPONGE" ?

Le président de la République Scalfaro, qui cherche pourtant depuis son élection à se donner une image de rigueur morale, s'est emparé de l'affaire et a proposé d'absoudre les personnages corrompus, moyennant restitution des fonds détournés. Un projet de loi dans ce sens a été déposé par le Premier ministre Amato.

C'est qu'en effet les accusés portés sur le devant de la scène ne sont plus tout à fait les mêmes. Plus les systèmes de vases communicants entre argent public et argent privé viennent au jour, et moins peut passer la fable de l'industriel privé aux mains propres et des politiciens et industriels du secteur public aux mains sales... Il devient évident que la corruption des hommes politiques au pouvoir et les masses d'argent brassées par les grands capitalistes font partie d'un seul et même circuit où les uns gagnent de l'argent grâce aux autres, et vice-versa; mais toujours sur le dos des mêmes...

Et justement, tout cela vient au moment où, en Italie comme en France, les mêmes grands industriels sont engagés dans une opération de "dégraissage" sans précédent et où fermetures d'entreprises, licenciements et mesures de chômage partiel se succèdent. Pour les travailleurs que l'on jette sur le pavé ou simplement que l'on assomme sous une avalanche de mesures d'austérité, il suffit de lire les journaux ou d'ouvrir la télévision pour se rendre compte de l'incroyable amoncellement d'argent manié par les mêmes grands patrons et politiciens de tous bords qui leur prêchent la "rigueur" et les "sacrifices" pour sauver l'économie.

On n'est donc peut-être pas loin du moment où, dans la population, l'exaspération pourrait déboucher sur la colère. Le succès de la manifestation ouvrière du 27 février à Rome, contre la politique économique et sociale du gouvernement, est peut-être un indice dans ce sens... En tout cas, une partie de la bourgeoisie semble désormais le penser.

Reste à savoir s'il sera si facile de refaire passer sous la table l'écheveau de malversations financières qui est venu au jour. Le premier projet de loi du gouvernement Amato "dépénalisant" ces affaires a dû être remballé. Le gouvernement Amato lui-même, atteint par une vague de démissions, est en difficulté, et l'image d'honnêteté qu'il avait cherché à se donner, de plus en plus compromise. Décidément, quand on commence à toucher aux "affaires", il n'est pas facile d'en voir le fond.

André FRYS

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995